

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

VOUS N'APPRÉCIEZ
PAS LES OGM?
ON VA VOUS FAIRE
GOÛTER LES AGM!

de Paul Lannoye
Page 6

INTERVIEW
SERGE LATOUCHE

Pages 4-5

DOSSIER
LA SANTÉ DES FEMMES:
À CONSOMMER SANS
MODÉRATION?

Pages 7 à 15

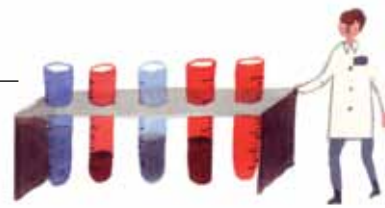


Illustration: Chloé Perarnau

SOMMAIRE

EDITORIAL	Page 2
LETTRE AU BOURGMESTRE	Pages 3
INTERVIEW DE SERGE LATOUCHE	Page 4-5
LES AGM	Page 6
DOSSIER: INTRODUCTION	Page 7
DOSSIER: CONTRACEPTION	Pages 7-8
DOSSIER: ACCOUCHEMENT	Pages 9-10-11-12
DOSSIER: MÉNOPAUSE	Pages 13-14-15
DOSSIER: MAMMOTEST	Pages 15
CHRONIQUES DE LOBBYCRATIE	Page 16
QUE RESTE(RA)-T-IL DE LA RTBF ?	Page 17
LES RESTAURANTS POPULAIRES DE LIMA	Pages 18-19
TIRONS SUR L'AMBULANCE	Page 20
PROSPÉRITÉ SOUS TERRE	Page 21
FAIT MAIN C'EST LE PIED	Page 22
BRÈVES	Page 22
ANNONCES / AGENDA	Page 23
VU, LU, ENTENDU	Page 23
LES PETITES HISTOIRES DE L'HUMANITÉ	Page 24
ABONNEMENT	Page 24

ÉDITORIAL



En coupant l'ERT, le service audiovisuel public grec, le gouvernement conservateur-socialiste-démocrate a envoyé un signal très clair. A 20 heures, le ministre annonçait la fermeture de l'ERT et le licenciement de ses 2700 fonctionnaires et employés. A 24 heures, la police embarquait l'émetteur principal. No signal. Les historiens ne semblent pour l'instant pas trouver de précédent à cette mesure, même dans les pires dictatures. A quel monstre faisons-nous face ? D'aucuns plaident l'erreur d'analyse, l'excès de zèle néolibéral, ou quelque chose qui serait de l'ordre de la bévue.

Observons toutefois que cette mesure était demandée par la Troïka composée d'instances supranationales (UE, BCE, FMI), représentées par des « experts de très haut niveau ». Difficile d'envisager que tous se soient simultanément pris les pieds dans le même tapis. Le premier ministre Grec, A. Samaras, n'avait-il pas un seul conseiller qui aurait pu lui souffler à l'oreille ce que signifie de couper sans préavis la radio-télé publique ? Ses collègues de « gauche », qui pleins de courage se sont empressés de ne pas démissionner, n'ont-ils rien vu venir non plus ? Quant à la Commission Européenne, qui a « pris note » de cette décision, elle n'est pas exactement tombée de son siège. Tout cela fait beaucoup pour une bévue. D'autant plus qu'elle s'inscrit dans la suite logique de la politique de brutalité expérimentée en Grèce depuis 2010.

A Ankara, le premier ministre R.T Erdogan a décidé de raser Gezi, un parc arboré, le dernier poumon vert de la capitale, pour y faire pousser

un centre commercial. Cette « revitalisation » du centre ville turque n'a pas convaincu ses habitants qui tiennent à leurs arbres et qui n'avaient pas eu leur mot à dire sur ce projet en béton. Les manifestations violemment réprimées se sont transformées en mobilisation sociale massive au point de mettre le premier ministre en difficulté.

L'ERT et Taksim ont en commun d'être des biens communs. Leurs sorts devaient être scellés par des oligarchies isolées, qui obéissent aux lois de l'argent et méprisent la plus élémentaire démocratie. Dans ces deux cas, la réaction citoyenne a été fulgurante : une grève générale en Grèce, une vague sociale en Turquie. Depuis, Erdogan mis sous pression internationale semble acculé à devoir renoncer à au moins une partie du projet, tandis que les programmes de l'ERT sont redifusés par satellite par l'Union européenne et que Samaras est contraint d'envisager une réouverture partielle de la radiotélévision publique.

Un rien de bon sens commun, de décence commune, prémunissent de l'ankylose face à la destruction des biens communs. Il est évident qu'il n'est pas acceptable de détruire en une fois, pour des raisons économicistes, quelque chose qui ressort de la richesse collective. Ce sens commun constitue une base qui reste indispensable pour s'opposer à la mise en pièce de ce qui fonde notre commune humanité. Vite, avant que le bon sens ne soit lui-aussi marchandisé !

JBG



COURRIER DES LECTEURS

Envoyez vos réactions à : courrier@kairospresse.be
(les courriers sélectionnés seront publiés en mentionnant les noms et prénoms que vous indiquez)

Bonjour Madame, Monsieur,

Ce court courriel pour vous remercier pour le lancement de ce journal et pour vous encourager à creuser le sillon.

Etvous dire que j'ai particulièrement apprécié l'article "Elogedusol" (si ma mémoire est bonne) [NDLR: « Un chant pour le sol », Kairos n°6].

La Terre a un besoin urgent de gens comme vous !

Bon vent !

Frederic

Bonjour,

Je trouve qu'on a parfois l'impression - même si ce n'est sûrement pas voulu - que vous, les rédacteurs, êtes vertueux et détenteurs des clés des solutions, alors que nous, lecteurs (ou, en tous cas, la grande majorité des gens) sommes "les moutons" qui se trompent de chemin et précipitent les différentes crises etc. Je me demande si votre discours n'aurait pas plus de force s'il incluait plus souvent le rédacteur dans la catégorie de ces "gens normaux". Il me semble que pour le moment, le texte laisse trop souvent l'opportunité à vos détracteurs de dire que vous vous situez « au-dessus » des gens. Etc. C'est bien clair que pour avoir un réel impact, il faudrait que vous arriviez à convaincre des gens qui ne pensent pas encore comme vous.

Je trouvais aussi que le vocabulaire n'est pas toujours très accessible -vocabulaire & syntaxe- Pas facile alors de viser monsieur et madame tout-le-monde, mais ce n'est peut-être pas le but non plus.

Jérôme

Lors du lancement de Kairos, nous expliquions que celui-ci « n'est lié à aucun parti, ni à un syndicat ». Ce détachement face à toute formation politique organisée nous semble essentiel.

Certains auront constaté que deux membres de l'équipe de Kairos (Paul Lannoye et Jean-Baptiste Godinot) ont lancé avec d'autres un nouveau rassemblement politique, nommé « Kairos garde bien entendus son indépendance et n'est nullement associé à ce rassemblement ». La rédaction est d'ailleurs modifiée en ce sens, Jean-Baptiste Godinot quittant ses fonctions d'éditeur responsable et de co-rédacteur en chef dans les semaines à venir pour se consacrer à l'organisation de cette nouvelle dynamique politique.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente
Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique par :
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
rue Auguste Lévêque, 37c – 1400 Nivelles

Tirage cet exemplaire a été tiré à 2.500 exemplaires
Routage cambier
Livraison chez Tondeur Dioxyde de gambettes

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Editeur responsable: asbl Respire - Jean-Baptiste Godinot
Rue Joseph Coosemans, 32 - 1030 Bruxelles – Belgique
info@kairospresse.be – www.kairospresse.be
Tél. (00 32) 673.51.74 / (00 32) 485/057 744 /
(00 32) 488 200 175

Respire
asbl

Co-rédaction en chef
Alexandre Penasse, Jean-Baptiste Godinot
Ce numéro a été coordonné par Jean-Baptiste Godinot

Graphisme Pierre Lecrenier
Trésorerie Sandy De Wilde
Relecteurs Janine, Marie-Paule, Nadia, Sylviane Mergelsberg

Chroniqueurs

Gwenaël Brees, Jean-Pierre Léon Collignon, Paul Lannoye, Corporate Europe Observatory, la Foire aux Savoir-Faire asbl

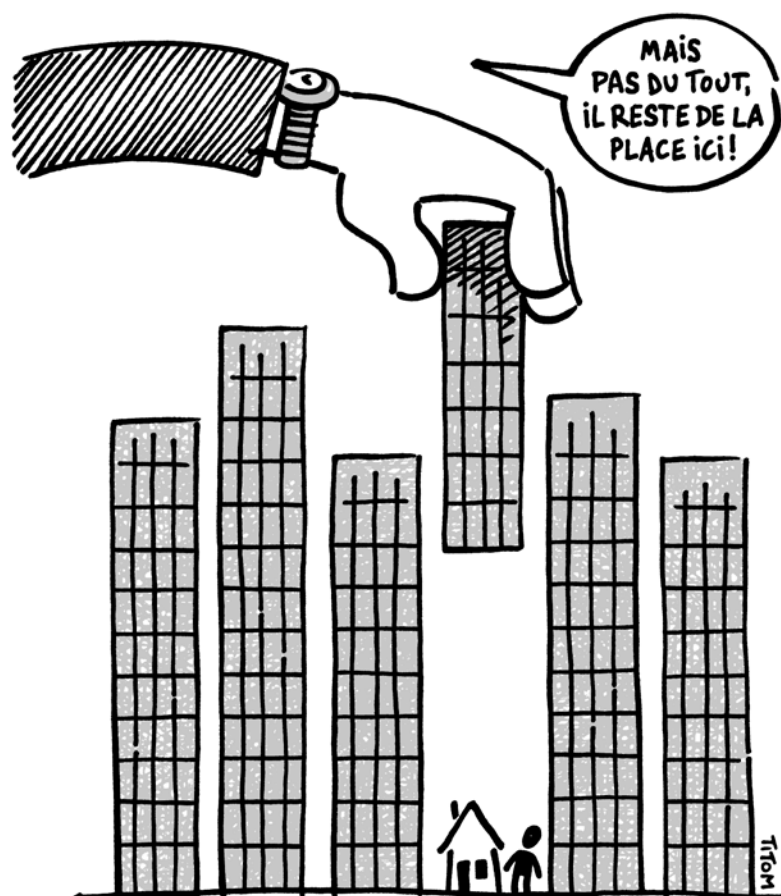
Illustrations

Chloé Perarnau, Titom, Francesca Capellini, Anne Brugni, Elise Wilk, Julie Joseph, Sophie Le Grelle, Félicie Haymoz, François Hubert, Alice Bossut, Abdel Bouzbiba, Léonore Fresnois, Marion Sellenet, Alain Munoz, Pierre Lecrenier

Ont contribué à ce numéro

Serge Latouche, Paola Hidalgo, Lara Lalman, Catherine Markstein, Mimi Szyper, Martine Van Belleghem, Florence Kroff, Ronnie Ramirez, Edith Wustefeld, Johan Verhoeven, Florence Kroff, Ronnie Ramirez

BRUXELLES SATURÉ DE BUREAUX



Monsieur le Bourgmestre,

Vous le savez mieux que nous : à l'heure où Bruxelles est menacée par le séparatisme et toujours sous-financée par un État méprisant et prédateur, son unique gage d'avenir est la présence sur son territoire d'une série d'institutions internationales. Mais le statut de capitale internationale de notre région est en péril, le cœur de l'Europe se déplaçant toujours plus à l'Est. Il nous faut donc mener des politiques dignes d'une ville ambitieuse et dynamique, capables de retenir les institutions internationales et d'attirer davantage de ménages aisés pour mieux contribuer à son développement. D'autant que d'autres villes, à quelques centaines de kilomètres à peine, ne lésinent pas sur les moyens pour renforcer leur attractivité métropolitaine.

C'est pourquoi nous, signataires de cette lettre ouverte, avons le devoir de dénoncer les freins qui empêchent les grands projets urbanistiques de se déployer pleinement à Bruxelles, les lourdeurs qui y étouffent l'esprit d'entreprendre, brident l'imagination des urbanistes et condamnent les grands noms de l'architecture à la plus banale médiocrité.

Certes, votre présidence du gouvernement pendant près de 20 ans a contribué à mettre Bruxelles sur les bons rails et nous vous en sommes reconnaissants. Des quartiers entiers ont été dédiés aux institutions européennes ; certains transformés en quartiers d'affaires où la production de bureaux et d'hôtels n'est pas prête de s'arrêter ; d'autres, jadis malfamés, attirent aujourd'hui artistes, classes moyennes et expatriés. Depuis quelques années, Bruxelles a enfin son casino. Sa première tour de logements de luxe est en train de sortir de terre. De nouveaux centres commerciaux sont planifiés. Un nouveau stade et un musée d'art contemporain viennent d'être annoncés... Bref, Bruxelles bouge.

Mais à quelle allure ? Au XXI^e siècle, la capitale de l'Europe offre encore un visage sinistré. Les rives du canal ? Toujours bordées d'industries crapoteuses. Le quartier de la gare internationale du Midi ? Il a fallu près de 20 ans à la Région, sous votre pilotage, pour en exproprier quelques centaines d'habitants : à l'époque de l'État natio-

nal, quelques années avaient suffi pour exproprier plus de 15 000 ménages du quartier Nord. À la sortie du TGV, bureaux et hôtels neufs n'ont pas eu raison d'îlots entiers où règnent l'alcoolisme et l'insécurité et qui constituent le premier contact des touristes et hommes d'affaires avec notre ville. À deux pas de là, malgré sept contrats de quartier, Cureghem continue à abriter un abattoir qui répand quotidiennement son odeur nauséabonde, tandis qu'à ses côtés tout un quartier a pour seule fierté d'être la plaque tournante du commerce international d'exportation de voitures d'occasion. Et que dire du nouveau morceau de ville promis à Tour & Taxis ? Après des années de tergiversations politiques et de tracasseries bureaucratiques, il peine encore à poindre le bout de son nez... Nous pourrions ainsi multiplier les exemples d'occasions urbanistiques manquées.

Les grands projets urbains, nécessaires au développement international de Bruxelles, se heurtent systématiquement à différents maux qui gangrènent notre Région. Les ambitions des investisseurs sont ainsi bloquées puis revues à la baisse. Pourtant, vu la petitesse de notre territoire, les occasions de tels gestes redessinant notre capitale sont très rares. Elles n'en sont que plus précieuses.

Dès lors, nous comprenons mal votre position sur le dossier du déménagement des prisons de Saint-Gilles et Forest. Au départ : un Masterplan de l'État fédéral visant à augmenter la capacité carcérale en Belgique et prévoyant de doter Bruxelles de la plus grande prison du pays, à construire sur les vertes plaines de Haren (ce que ni vous ni nous n'allons déplorer, ces terrains ne servant jusqu'à présent qu'à quelques centaines d'habitants et à de rares amateurs de nature). Une chance pour notre région, d'autant que l'édification de ce méga-complexe pénitentiaire devrait entraîner le déménagement des prisons actuelles, libérant 10 hectares de terrains exploitables en pleine ville et créant ainsi une opportunité exceptionnelle de développement urbain !

Or, quelle n'a pas été notre surprise et notre déception de constater que votre voix s'était jointe au concert de lamentations passésistes qui condamne d'avance tout projet d'envergure à cet endroit. *"Je ne veux pas que cette zone laisse la place à des tours à bureaux"*, avez-

vous déclaré¹. *"Je préférerais du logement. On pourrait même tracer de nouvelles rues là où se trouvent les ailes de la prison actuellement"*.

Et pourquoi pas, tant que vous y êtes, recréer des impasses et des fontaines, installer des bancs publics, des ateliers d'artisans ou des épiceries ? On croit rêver... Vous, l'auteur du Plan de développement international de Bruxelles ! Vous, qui avez poussé fonctions internationales, bureaux, centres de congrès, stades, densification et modernité dans toutes les zones décrétées stratégiques par vous-même ! Que ne saluez-vous donc devant les potentialités de ces 10 hectares ? Que ne rêvez-vous d'y ériger l'un de ces *"pôles de développement métropolitain"* nécessaires, selon vos propres plans², à combler *"les besoins tertiaires liés au rayonnement international de Bruxelles et à ses rôles de capitale internationale"* ?

Vous qui êtes voisin direct de la prison de Saint-Gilles, auriez-vous donc été touché par le NIMBYsme (*"Not In My BackYard"*), ce syndrome qui paralyse la ville et que vous avez pourtant combattu à maintes reprises au cours de votre carrière ? La crainte d'un *"traitement énergétique"*³ se retournant contre les riverains, comme au Midi, aurait-elle eu raison de vos idéaux ? Sans doute n'êtes vous plus *"que"* bourgmestre d'une commune, Saint-Gilles, mais cela ne justifie pas de céder à la tentation affligeante du sous-localisme. On attend de vous, qui symbolisez notre région, d'incarner en toutes circonstances l'impérieuse défense de l'intérêt supérieur.

Le site des futures ex-prisons doit résolument être dédié à la réalisation d'un grand projet, l'un de ceux qui bouleversent la ville et chamboulent les paysages... On pourrait y dresser, comme vous le préconisez pour d'autres quartiers², un *"signal urbain"*, un ensemble de *"tours iconiques"*, un *"cluster de bâtiments élevés"* rivalisant avec la City londonienne ! Un stade ? Un centre commercial ? Un nouvel hémicycle pour le Parlement européen ? Une place à votre nom ! Le tout agrémenté d'une station de métro, et pourquoi pas d'un tunnel afin d'enterrer le trafic automobile que ces nouvelles fonctions ne manqueront pas de générer.

Bien sûr, tout cela pourrait prendre des proportions imprévues et causer quelques effets collatéraux, comme l'expropriation des riverains. De toute façon, il est déconseillé d'habiter à côté d'un chantier de cette taille qui durera plusieurs années, et il n'est pas digne d'un homme de votre rang de vivre dans les bruits assourdissants des pelleteuses, les vibrations, la poussière, ni de subir l'incertitude et l'humiliation de pénibles procédures d'expropriation.

Sans doute seriez-vous mieux inspiré de céder, toutes affaires cessantes, votre maison à l'amiable. La Région n'aura probablement pas les moyens de l'acquérir à sa pleine valeur, certes, mais il faut bien qu'elle puisse engranger une conséquente plus-value lorsqu'elle revendra le terrain nu à des investisseurs privés.

Nous sommes convaincus que vous qui nous avez montré la voie, comprendrez que la logique du développement international ne souffre aucune exception, pas même dans votre quartier.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, veuillez recevoir, cher Bourgmestre, nos excuses anticipées pour ces éventuels petits désagréments.

Le contenu de cette lettre ouverte, qui nous a été envoyée anonymement, n'engage pas la rédaction de "Kairos".

¹ La Libre Belgique, 05/03/2012

² Projet de Plan régional de développement durable, 2013

³ Le Soir, 1983

« LES LATINS SONT NOS FRÈRES, LES GERMAINS SONT NOS COUSINS. »

INTERVIEW DE SERGE LATOUCHE

Personnalité publique et comédien Italien, Beppe Grillo fonde le Mouvement 5 Etoiles (M5S) en octobre 2009. Vastes succès de foules. Premières réussites électorales en 2012. Aux élections générales de 2013, le M5S prend 23% des voix et envoie à toute l'Europe un signal d'opposition franche à l'austérité imposée par son gouvernement de technocrates non-élus parachutés par la Commission européenne et les banques. Mais les politiciens installés ne l'entendent pas de cette oreille et maintiennent le statut-quo.

Serge Latouche, professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay, objecteur de croissance, admirateur de la peinture italienne et fin connaisseur de ce pays où il a enseigné à de multiples reprises, était de passage à Bruxelles le 7 mai dernier¹. Nous lui avons posé quelques questions sur la signification politique du M5S, la situation en Italie, la crise de l'euro et comment en sortir.

Kairos (K.): Quelle est la signification politique du M5S selon vous ?

Serge Latouche (S.L.): Il y a des spécificités italiennes à prendre en compte pour comprendre ce qu'est ce mouvement. Il faut bien voir que la classe politique italienne est particulièrement coupée de la base populaire, on l'appelle « la casta » [la caste], et méprisée. Depuis 1945, la démocratie chrétienne a dominé la vie politique italienne. Son personnage emblématique, Giulio Andréotti, qui vient juste de mourir le 6 mai 2013, a été 7 fois chef du gouvernement et a été nommé sénateur à vie en 1991. C'était un personnage indéboulonnable malgré les collusions prouvées avec la mafia. L'effondrement de la démocratie chrétienne après l'opération « mani pulite » n'a pas entraîné de recomposition, de grand coup de balai comme en parle Mélenchon, de la « casta » italienne.

Le parti communiste italien, qui dans les années 80' représentait encore la première force politique italienne est tout à coup passé d'une tradition donnée en exemple de l'euro-communisme, avec des personnages de grande envergure comme Enrico Berlinguer, à ce qui s'apparente à une sorte d'antithèse. Ils se sont perdus, suicidés politiquement, transformés en un parti social-libéral maintenant appelé Parti Démocrate. Ils se présentent comme le centre-gauche,



mais c'est en réalité un centre-droit. C'est pire que la dérive du Labour en Angleterre.

K.: Le Parti Démocrate (PD) s'est coupé en deux au moment de la prolongation du mandat du Président Giorgio Napolitano.

S.L.: G. Napolitano, un ex-communiste, et le PD ont finalement préféré une alliance avec S. Berlusconi, lequel représente ce que l'on peut faire de pire dans la vie politique européenne, plutôt que de faire un compromis avec le M5S. Il y avait pourtant un candidat de compromis qui faisait l'accord entre le PD et M5S que Bersani² acceptait : c'était Stefano Rodotà, un professeur de droit public qui a joué un rôle dans des institutions internationales, qui est un personnage respecté et respectable. Beppe Grillo soutenait sa candidature et le M5S a d'ailleurs voté pour lui dans les premiers tours des élections présidentielles.

On sait que ni la Grèce, ni le Portugal, ni l'Espagne, ni la Hollande, ni la France ni peut-être même l'Allemagne ne paieront leur dette.

Si Rodotà n'a pas été élu, c'est parce qu'il y a eu une défection de toute une partie du PD mené par Massimo D'Aléma, ex-communiste, et désormais proche de Silvio Berlusconi. Pensez tout de même que M. D'Aléma avait dit : « Basta avec la diabolisation de Berlusconi » et que lui et les élus du PD ont renoncé à faire passer une loi anticorruption quand ils le pouvaient pour protéger leurs petits intérêts. C'est minable.

Beppe Grillo a toujours dit qu'il soutiendrait les propositions politiques au coup par coup, il ne voulait pas participer au gouvernement, mais si les lois proposées lui semblaient correctes et allaient dans le sens souhaité, il les voterait. Le M5S n'a donc pas dit qu'il voulait bloquer l'institution. G. Napolitano lui, voulait un gouvernement d'union, stable, pour rassurer les marchés financiers. Et il voulait remettre Berlusconi dans le jeu.

K.: Il n'est donc pas exagéré de dire que le M5S a fait l'objet d'un blocage en bonne et due forme par ceux qui étaient déjà en place, qu'il y a eu un accord pour empêcher l'émergence du signal politique que constitue le M5S.

S.L.: Évidemment. C'est exactement la préservation de la caste contre les aspirations clairement manifestées par le peuple italien lors des élections. C'est tourner absolument le dos à ce signal.

K.: Quels éléments estimez-vous les plus pertinents et les moins pertinents dans le M5S ? Il y a des choses qui en apparence vont dans des sens divergents, il y a par ailleurs une volonté de ne pas s'accrocher à une tradition particulière, comment analysez-vous cela ?



S.L.: C'est essentiellement un mouvement de protestation qui, contrairement à ce qui est dit en France, n'est pas quelque chose qui est apparu du jour au lendemain. Beppe Grillo est un des seuls à avoir mené vraiment un combat contre Silvio Berlusconi pendant des années.

Il a refusé de passer à la télévision berlusconienne, et il refuse toujours d'ailleurs. Son accès médiatique a été réalisé uniquement par un blog qui a été suivi par des millions de personnes en Italie, et c'est sur ce blog que l'on trouvait une forte critique de Berlusconi. Il n'y a guère que quelques personnalités de gauche qui faisaient une critique aussi forte.

Beppe Grillo est un personnage charismatique qui a créé ce mouvement, lequel repose entièrement sur ses très larges épaules. Il a une sympathie déclarée pour la décroissance, il a un lien avec Maurizio Pallante qui a mis sur pied le mouvement de la décroissance heureuse [Movimento per la decrescita felice³]. Il ne l'affiche pas aussi fortement maintenant parce que même en Italie, même dans sa bouche, la décroissance fait peur ou n'est pas un slogan porteur. Mais il affiche un programme qui sur plusieurs points va dans le sens des programmes proposés par le courant de la décroissance : réduction massive du temps de travail, revenu minimum inconditionnel, relocalisation des activités, notamment.

K.: Il y a un versant qui interpelle, le recours massif aux technologies de communication électronique y compris pour le contrôle démocratique, la suppression d'une série d'institutions intermédiaires et des villes de moins de 5.000 habitants. Les institutions intermédiaires jouent un rôle crucial en démocratie. N'y a-t-il pas là une pente glissante ?

S.L.: Ce ne sont pas les penchants individuels d'un individu seul qui peuvent constituer un programme politique. C'est là la limite de l'exercice de Beppe Grillo : il canalise un mouvement, il a déjà une existence politique et pour qu'il puisse peser sur le gouvernement dans un certain sens, c'est au jeu de la démocratie de préciser un certain nombre d'orientations qui dépassent la personne de Beppe Grillo. Il a une force de proposition, il peut avoir d'excellentes idées. Je dois dire que même Marine Le Pen peut avoir d'excellentes idées, bien qu'il y ait bien évidemment des choses qu'il faut combattre résolument, et que

par ailleurs il y a des gens en qui on peut faire confiance et d'autres pas. L'épithète utilisée de «populiste» abusivement à tort et à travers dans les médias peut cacher le meilleur et le pire.

K.: Le nouveau premier ministre Enrico Letta, met désormais la croissance à toutes les sauces ; est-ce que pour un objecteur de croissance il est pertinent d'envisager la sortie de la crise actuelle sans un temps de croissance pour investir dans la transition énergétique par exemple ?

S.L.: Il est pertinent de dénoncer la double imposture de la «rilance», néologisme de Madame Lagarde contractant rigueur et relance. Il ne faut ni rigueur qui en fait est de l'austérité, ni relance de la croissance. Évidemment, il ne faut pas mélanger relance de la croissance avec nécessité de sortir de la crise, c'est-à-dire relance de l'activité. Dans ce second cas il ne s'agit pas de se remettre sur la trajectoire d'une croissance infinie ou de faire croître n'importe quoi. Par ailleurs, la relance de l'activité passe par un plan massif de mutation écologique qui nécessite des investissements dans l'énergie, dans la reconversion de l'industrie automobile, dans la reconstruction d'une agriculture paysanne, etc. Il faut bien sûr des investissements dans ces secteurs, mais il s'agit dans le même temps de créer des emplois massivement, en réduisant le temps de travail, en relocalisant les activités.

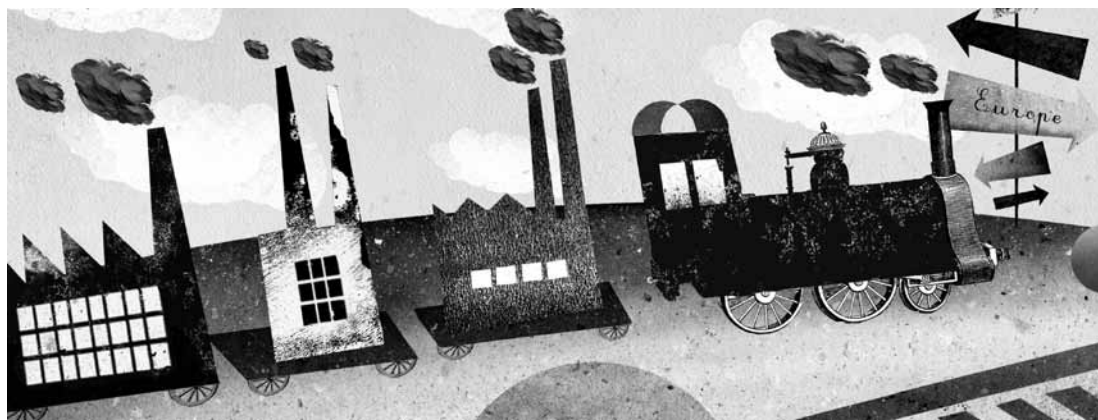
En Italie, de nombreux petits et moyens entrepreneurs sont étranglés par les banques, lesquelles ont été refinancées publiquement et refusent aujourd'hui d'accorder des crédits à des taux raisonnables, surtout pour les petits qui ont les épaules moins larges. Ils sont acculés à la faillite et beaucoup en viennent à se suicider. Toutes les semaines il y a des suicides pour cette raison, il y a un vrai désespoir. Relocaliser les activités économiques, c'est permettre à ces entrepreneurs de trouver des débouchés qui sont actuellement occupés par des entreprises délocalisées qui produisent de la basse qualité dans de mauvaises conditions sociales et environnementales.

K.: Mais comment relancer l'activité sans croissance ? S'il y a croissance, comment ne pas buter sur les prix de l'énergie croissants par exemple ?

S.L.: On ne s'épargnera pas le sang et les larmes, qui coulent déjà d'ailleurs. Mais on peut réduire dès aujourd'hui le nombre de chômeurs, en réduisant drastiquement le temps de travail, en mettant des barrières protectionnistes pour arrêter l'hémorragie, en lançant un plan de conversion énergétique y compris avec un déficit budgétaire non pas financé par des emprunts auprès des banques, mais financé par une «gentle rise of price level», c'est-à-dire par la planche à billets. C'est quand même scandaleux : tout le monde



Illustrations:Francesca Capellini



semble avoir la nostalgie des trente glorieuses, or le secret de la réussite des trente glorieuses c'était justement l'inflation et le protectionnisme. Choses qui sont absolument interdites dans le dogme libéral d'aujourd'hui.

K.: Mais l'inflation implique tout de même de la croissance ?

S.L.: L'inflation est ici synonyme du financement d'un déficit budgétaire. Si on fait un plan de reconversion, cela coûte, il faut le financer, il faut en plus couvrir les dépenses sociales, les services publics. En période de prospérité, l'impôt doit couvrir les dépenses, mais en période de crise, les dépenses doivent être maintenues, l'impôt ne doit pas être augmenté, par conséquent c'est le déficit qui bouche les trous. Il ne faut surtout pas sacrifier les services publics, vendre les bijoux de la couronne comme on le fait partout, ça c'est l'austérité.

K.: Le défaut de paiement vous semble être une option praticable pour sortir de la crise de la dette en Europe ?

S.L.: Eh bien oui ! On y viendra, donc il vaut mieux le décider. Il y a une hypocrisie monstrueuse dans tout cela. On sait que ni la Grèce, ni le Portugal, ni l'Espagne, ni la Hollande, ni la France ni peut-être même l'Allemagne ne paieront leur dette. Mais la perversité est qu'on nous impose de faire comme si, c'est-à-dire de comprimer, comprimer et encore comprimer les dépenses pour faire croire que l'on va dégager des excédents pour refinancer la dette. Ce que montre l'expérience grecque c'est que plus on comprime les dépenses, plus on comprime les recettes et plus la dette s'accroît. Comme de toute façon la dette croît par son propre mécanisme d'intérêt si l'on n'est pas capable de payer les annuités au fur et à mesure, on en arrive à une situation équivalente à celle du tiers-monde dans les années 80', avec un déficit qui croît.

K. Il faudrait donc qu'un État décide de faire défaut de manière unilatérale, pour créer une boucle vertueuse, parce que si personne ne commence...

S.L.: Cela pourrait aussi être plusieurs États ensemble. L'Islande l'a déjà fait. C'est un «micro» État, mais c'est extraordinaire. Le Président de la République islandaise invité à Davos, a dit qu'il avait la recette pour cette crise et il a avancé le défaut de paiement. Les journaux n'en ont pas parlé bien sûr. Mais l'économie islandaise a repris, la formule a très bien fonctionné. Cette histoire est extraordinaire, parce que des États qui font banqueroute, on en a des exemples historiques innombrables. Depuis Charles Quint qui a fait deux fois banqueroute, la France de Louis XV et de la Révolution, jusqu'à l'Argentine en 2000 avec le Peso. Le monde n'a pas arrêté de tourner pour autant. Au contraire, la banqueroute permet de remettre les compteurs à zéro pour repartir. Il y a dans la Torah une mesure tout à fait intéressante : l'année sabbatique. Pendant l'année sabbatique, toutes les dettes sont annulées, on remet les compteurs à zéro. Le texte de la Torah est très explicite sur ce point, il dit qu'afin qu'il

n'y ait pas de pauvre en Israël, qu'il n'y ait pas trop de différences entre riches et pauvres, tous les 7 ans les dettes sont annulées⁴.

C'est une pratique répétée dans l'histoire, soit on supprimait les dettes en persécutant ou exilant les créanciers juifs ou lombards et en confisquant leurs biens, cela a été traditionnel en France et en Espagne pendant une certaine période, soit on annulait les dettes simplement.

C'est l'hypocrisie qui conduit à ne pas vouloir dire qu'on ne paiera pas la dette...

K.: Dans le cas où des pays feraient défaut, ce seraient a priori ceux du Sud de l'Europe. Dans ce cas là ne nous dirigerions-nous pas vers une zone euromark puissante d'une part et une Europe du Sud délabrée d'autre part ? La fin de l'euro et le retour aux monnaies nationales ne sont-ils pas le symbole de la fin de la solidarité européenne ?

S.L.: La solidarité n'existe pas aujourd'hui, si on est dans cette crise, c'est précisément qu'il y a crise de solidarité.

K.: C'est vrai mais on pourrait imaginer maintenir l'Euro par la solidarité.

S.L.: Finalement, l'euro a douze ans d'existence. On a vécu pendant des siècles sans l'euro. Puisqu'on s'est trompé en le faisant, ou bien on le refait autrement, ou on en sort, mais de toute façon il faut sortir de cet euro-là. Cela fait peur. Il y a un paradoxe : les Grecs par exemple refusent l'austérité, mais d'après les sondages ils veulent très majoritairement rester dans l'Europe. C'est pareil pour les Italiens. Moi aussi je veux une autre Europe. Je veux une Europe du Sud, je trouve d'ailleurs intéressants les propos de Giorgio Agamben à ce sujet⁵. On peut trouver des accords avec nos cousins germains, mais je dis toujours : les latins sont nos frères, les germains sont nos cousins.

Propos recueillis par
JB Godinot le 7 mai 2013.

(1) Il y donnait une conférence sur l'obsolescence programmée, sujet de son dernier ouvrage : *Bon pour la casse. Les dérives de l'obsolescence programmée*, Les Liens Qui Libèrent, 2012

(2) Président du Parti Démocrate, qui n'obtint pas l'accord de son parti pour la candidature de Stefano Rodota, propose la candidature de Franco Marini ancien président du Sénat à la présidence, sans succès, puis celle de Romano Prodi, sans succès, échec suite auquel il démissionne de la présidence du PD. En Italie, le Président est élu par des grands électeurs, pas directement par les citoyens.

(3) www.decrescitafelice.it

(4) Deutéronome, 15:1-11 : « 1 De sept en sept ans tu feras l'année de relâche. 2 Et voici comment se fera l'année de relâche. Que tout créancier se relâche de son droit sur ce qu'il a prêté à son prochain, qu'il ne presse point son prochain et son frère, quand on aura proclamé l'année de relâche à l'honneur de l'Éternel. 3 Tu pourras presser l'étranger; mais si tu as affaire avec ton frère, tu lui donneras du relâche, 4 Afin qu'il n'y ait point de pauvre chez toi. Car l'Éternel te bénira certainement dans le pays que l'Éternel ton Dieu te donne en héritage pour le posséder,.... ».

(5) Repartant d'un ouvrage visionnaire d'Alexandre Kojève intitulé « L'empire latin » (1947), ce philosophe italien propose de s'intéresser de près à l'idée d'une Europe latine constituée premièrement de la France, l'Espagne et l'Italie pour préserver ses formes de vie spécifiques et éviter la dissolution dans une Union basée exclusivement sur les principes économiques au service de la première puissance qu'est l'Allemagne, comme Kojève l'annonçait. Voir : « Que l'Empire latin contre-attaque ! », Tribune de Giorgio Agamben, *Libération*, 24 mars 2013.

VOUS N'APPRÉCIEZ PAS LES OGM ? ON VA VOUS FAIRE GOÛTER LES AGM !

Le débat sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) en agriculture ne cesse de rebondir. Les militants, arracheurs de pommes de terre transgéniques de Wetteren, qualifiés judiciairement de vandales ont le grand mérite d'avoir à nouveau replacé les projecteurs sur un enjeu essentiel, celui des finalités de la recherche scientifique.

Non, la recherche scientifique n'est pas a priori vertueuse, désintéressée et porteuse de progrès pour l'humanité, comme le proclament, avec assurance, les experts en manipulation génétique. Il n'est pas acceptable de taire les intérêts marchands des multinationales de l'agroalimentaire engagées dans la commercialisation des végétaux génétiquement modifiés et de masquer les liens qui les unissent aux scientifiques prétendument objectifs chargés d'évaluer leurs effets sur les écosystèmes et sur la santé. Il ne l'est pas plus de faire l'impasse sur les conséquences à long terme de modifications génétiques expérimentées en laboratoire et a fortiori en milieu non confiné, dès lors qu'elles sont susceptibles tôt ou tard de dépôts de brevets et d'applications « économiquement rentables ».

Bien peu d'entre nous, surtout s'ils n'étaient pas nés à l'époque, savent que, dès les années 1980, des manipulations génétiques sur l'animal ont eu lieu. Le but : modifier l'organisme animal pour l'améliorer, c'est-à-dire le rendre plus efficace donc plus rentable dans la fonction qui lui est assignée par l'homme.

Trois types d'interventions, par insertion d'un gène étranger, ont été pratiquées depuis 30 ans et ont conduit à la production d'animaux transgéniques, soit destinés à l'élevage, soit transformés en usines pharmaceutiques, soit pour servir de modèles cliniques en recherche médicale.

Non, la recherche scientifique n'est pas a priori vertueuse, désintéressée et porteuse de progrès pour l'humanité, comme le proclament, avec assurance, les experts en manipulation génétique.

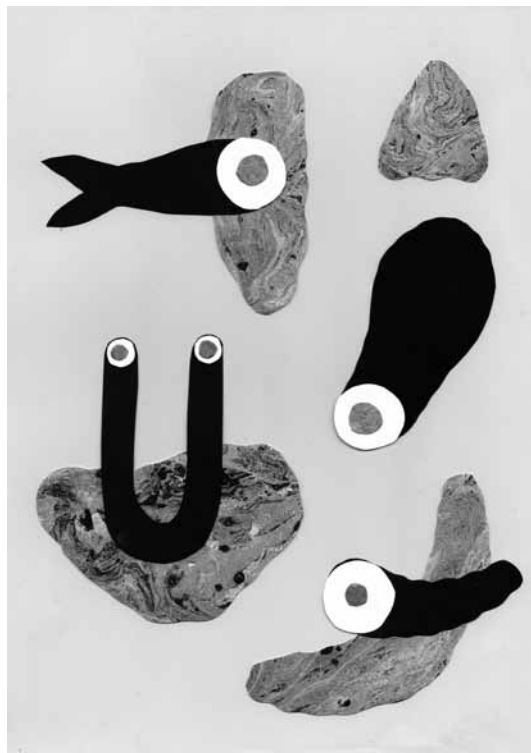
La levée de boucliers des associations de protection animale et, plus généralement, les avis négatifs exprimés lors d'enquêtes d'opinion effectuées dans l'Union européenne, ont freiné l'émergence des applications clairement économiques. Spontanément, beaucoup de gens estiment en effet que les droits élémentaires et la dignité des animaux sont bafoués ; les animaux sont réduits à l'état de machines et totalement niés comme êtres sensibles. Mais cela n'a pas empêché les chercheurs de par le monde (essentiellement au Canada et aux Etats-Unis) de manipuler les espèces potentiellement les plus intéressantes pour une éventuelle « amélioration » de la production alimentaire. A cet égard, les poissons d'aquaculture et les porcs d'élevage

ont fait l'objet de toutes les attentions. Sont nés ainsi successivement le saumon atlantique géant et le porc transgénique Enviropig.

Le saumon géant, mis au point au début des années 1990, est doté d'un gène de croissance étranger qui lui permet d'atteindre une taille 5 à 6 fois supérieure à celle de son homologue normal après 12 à 18 mois d'élevage.

En étudiant les espèces aquatiques résistantes aux basses températures, les chercheurs ont identifié un gène d'une espèce d'anguille de l'Atlantique du Nord-Ouest (au large des côtes de la Nouvelle-Angleterre) qui confère à ce poisson une résistance au gel lui permettant de survivre dans les eaux à une température très basse.

En dotant de ce gène le saumon atlantique, le développement de l'aquaculture du saumon peut être étendu aux zones où la température de l'eau de mer est très basse en hiver.



En 2001, les chercheurs de l'Université de Guelph (au Canada encore) ont mis au point un porc transgénique, qui grâce à l'introduction d'une combinaison transgénique impliquant la bactérie e. coli et de l'ADN de souris, digère l'acide phytique contenu dans les aliments, lequel acide phytique entraîne le rejet de grandes quantités de phosphore dans les déjections. Or, le phosphore est un des principaux polluants des cours d'eau et des nappes phréatiques par le lisier de porc. L'Enviropig est donc un porc « écologique » par la grâce du génie génétique...¹

Si l'Enviropig a vu sa demande d'autorisation de mise sur le marché (déposée en 2009) rejetée tant au Canada qu'aux Etats-Unis, ce qui lui interdit un avenir commercial à court terme, il n'en est pas de même, avec le saumon AquAdvantage de la société américaine Aquabounty.

Ce saumon, baptisé Frankenfish par les opposants au projet, est doté d'un gène de résistance au gel et d'un gène du saumon du pacifique qui lui permet d'atteindre sa taille adulte deux fois plus vite que son congénère non OGM.

Soumis, aux Etats-Unis, à l'approbation de la FDA (Food and Drug Administration), il a reçu un avis favorable le 21 décembre 2012.

Ce saumon, baptisé Frankenfish par les opposants au projet, est doté d'un gène de résistance au gel et d'un gène du saumon du pacifique qui lui permet d'atteindre sa taille adulte deux fois plus vite que son congénère non OGM.

La FDA a estimé que ce saumon transgénique n'entraînait aucun danger tangible pour l'environnement. Aquabounty reconnaît pourtant qu'il ne peut garantir le confinement parfait de ses piscicultures² ; quand on connaît les conséquences potentielles de l'évasion de poissons transgéniques, on ne peut que s'insurger devant tant de légèreté.

En 1998, lors du colloque que j'ai eu l'opportunité d'organiser au Parlement européen, un des meilleurs spécialistes en la matière, Kjetil Hindar, de l'Université d'Oslo, s'exprimait en ces termes : « Si les évasions de poissons transgéniques sont du même ordre que celles qui se produisent aujourd'hui dans les piscicultures, l'avenir ne se composera plus de saumon sauvage, mais bien de saumon transgénique devenu sauvage »³.

Au moment où j'écris ces lignes, on ne connaît pas encore la décision de la FDA concernant la demande d'autorisation du Frankenfish comme nouvel aliment. Si, comme c'est probable, le feu est au vert, alors la voie sera libre pour une nouvelle vague de demandes concernant les AGM (animaux génétiquement modifiés).

L'Europe n'est pas, à ce jour, soumise à ce type de demande. Ce serait toutefois faire preuve d'une coupable insouciance de négliger le risque qui se profile. Dès lors que l'Union européenne est en passe d'entamer des négociations avec les Etats-Unis pour établir une zone de libre-échange transatlantique, la reconnaissance mutuelle des normes environnementales et sanitaires en vigueur de part et d'autre sera au menu. L'issue de ces négociations est prévisible, d'autant que les cousins européens des Etats-Unis sont très demandeurs : en avril 2013, la naissance de Pig 26, un porc génétiquement modifié créé par le Roslin Institute d'Edimbourg (Ecosse), a été annoncée avec fierté au Royaume-Uni.

Pig 26 est programmé pour résister à la peste porcine africaine. Il est né là où, en 1996, est née Dolly, la célèbre brebis clonée.

La voie est en train de se dégager pour les animaux génétiquement modifiés...

Paul Lannoye

(1) Christian Vélot, OGM, tout s'explique, éditions Goutte de Sable, 2009

(2) "Food and Water Watch: genetically engineered food - an overview", www.foodandwaterwatch.org, mai 2012.

(3) Paul Lannoye, Transgénique : le temps des manipulations, Ed. Frison-Roche, Paris, 1998.

LA SANTÉ DES FEMMES : À CONSOMMER SANS MODÉRATION ?

La santé: un droit ou une obligation? Passe-t-elle nécessairement par le recours récurrent, régulier et continu à la médecine? Mais quelle médecine? Médicaliser les corps sains afin de nous prémunir contre tout risque, toute maladie, toute dégénérescence... tout ça à quel prix pour la société, pour les individus, pour l'environnement?

Ces questions nous concernent tous... et toutes. Pour les femmes, leur processus reproductifs et leurs cycles de vie, la question se pose aussi dans un contexte de domination masculine. Cette situation va-t-elle évoluer dans les années qui viennent, au vu de la féminisation des professions médicales? Difficile de répondre oui avec certitude!

Sans nier les avancées non-négligeables pour la santé des femmes qui ont vu le jour grâce aux sciences médicales, il est nécessaire de se poser aussi la question du bon usage de ces découvertes. Sommes-nous parvenus à établir un dialogue constructif sur ce dernier aspect avec les principales intéressées, les femmes?

Ces questions font l'objet de réflexions nombreuses. En Belgique, elles sont menées notamment au sein de la *Plateforme pour promouvoir la santé des femmes*¹. Les membres de cette plateforme partagent entre autres objectifs la promotion de l'autonomie et de la responsabilité des femmes et des hommes. Au sein de cet espace de réflexion et d'action se développe une lecture critique des enjeux liés à la santé des femmes, et des actions qui visent à dénoncer la pensée unique et les solutions univoques proposées par les systèmes de santé dominants, souvent guidés par des intérêts et des logiques de marché, laissant peu ou pas de place pour l'expression et l'écoute des attentes, désirs et besoins des femmes.

À travers ce dossier, qui rassemble des réflexions de plusieurs membres de la *Plateforme*, nous avons voulu mettre en avant les facettes de la santé des femmes qui font l'objet d'une surmédicalisation parfois violente et néanmoins banalisée: le contrôle de la fécondité, l'accouchement et la fin des règles.

Pour chacun de ces trois thèmes, la lecture critique contient également des alternatives, d'autres manières de faire, qui existent et qui sont pratiquées. De sorte que l'analyse peut déboucher sur quelque chose meilleur que ce qui est critiqué, qui invite les lecteurs.

Nous vous proposons finalement de découvrir les résumés de deux études relatives l'une au *mammotest* et l'autre à la campagne de *vaccination contre le virus du papillome humain*. Deux pratiques médicales considérées comme allant de soi, promues par les pouvoirs publics, et qui posent pourtant de nombreuses questions pour la santé des femmes.

Un dossier à partager sans modération!

Paola Hidalgo,
coordinatrice du dossier.

*Paola Hidalgo est déléguée à la communication sociopolitique à Bruxelles
Laique: www.bxlaique.be*

¹ www.platformefemmes.be/

DE LA PUBERTÉ À LA FIN DES RÈGLES, UNE ÉTAPE LONGUE ET SINUEUSE

« 100% de naissances désirées: un rêve ? »

C'est le slogan d'une affiche réalisée pour les 20 ans de la loi belge dépénalisant l'avortement¹. Partie d'une bonne intention - le choix des femmes devant servir l'épanouissement individuel de toute la société, à commencer par le leur - cette phrase est très révélatrice des enjeux qui entourent la période fertile de la vie des femmes, de la puberté à la fin des règles.

On y retrouve en effet l'idée de risque zéro, la volonté de contrôle, la tension entre liberté et contraintes, la responsabilité à la fois individuelle et collective vis-à-vis du contrôle des naissances... mais aussi du corps des femmes. Et 35 ans de maîtrise sans faille, c'est long!

Dès la puberté, la question des risques prévaut sur la question de l'intimité, de la rencontre sexuelle, du plaisir... Ainsi, comme le remarque Michel Bozon², la première visite chez un gynécologue s'instaure comme un rite d'entrée dans la sexualité. Cette première fois précède d'ailleurs dans certains cas « la première fois » au sens de première relation sexuelle avec pénétration, celle qui, dans nos têtes, génère le plus de risques: transmission d'IST, surtout le SIDA, et grossesses non désirées. Cette première visite médi-

cale, destinée à prescrire un moyen contraceptif hormonal, n'incluant heureusement pas nécessairement d'examen, se révèle aussi comme une sorte de rite d'acceptation par la mère de l'entrée de sa fille dans la sexualité dite adulte. Car cela relève bien souvent de la relation mère-fille, d'une nouvelle forme de transmission où la mère utilise un tiers expert et se met en retrait.

S'il s'agit parfois d'un prétexte pudique destiné à rassurer sur la non activité sexuelle des filles, dans certains cas, l'usage de la contraception hormonale est aussi réellement détournée de son rôle premier d'éviction des grossesses non désirées. Elle peut être prescrite chez l'adolescente pour provoquer la venue des menstruations, lorsque celles-ci n'ont pas encore pointé leur nez à l'âge de 17 ans. Son utilisation pour réguler les cycles hormonaux relève déjà du contrôle de la mécanique du corps alors qu'il est normal que la mise en place de ces cycles prenne quelques années: c'est en effet entre 25 et 40 ans que les cycles menstruels trouvent leur rythme de croisière, différent d'une femme à l'autre. Certains médecins choisissent aussi la pilule pour combattre l'hirsutisme ou l'acné...

Le corps des garçons ne fait pas l'objet d'une telle maîtrise, avant même de parler de fécondité.

Le corps des garçons ne fait pas l'objet d'une telle maîtrise, avant même de parler de fécondité.

Les jeunes filles doivent apprendre à jouer avec les codes moraux et sociaux, quant à leur corps, pour l'exhiber, sans en faire trop, séduire en se faisant respecter, cacher leurs humeurs dans tous les sens du terme, des règles à la colère, en passant par la glaire cervicale dont elles ne connaissent en général ni le nom ni l'utilité. Et déjà, elles apprennent à prendre seules la fécondité en charge: leur liberté d'expérimenter, de découvrir leur sexualité passe par une ordonnance qu'elles doivent se procurer, parfois à l'insu des parents, pour ensuite trouver les moyens de régler la note.

La libéralisation de la contraception hormonale a certes du bon en ce qu'elle a permis aux femmes d'avoir plus largement accès à des contraceptifs qui leur ôtent la crainte d'une grossesse non désirée: ce n'est pas rien. Mais la question du rapport hommes-femmes s'est déplacée: la

Il ne s'agit pas pour celles qui interpellent le corps médical de se positionner contre la pilule, mais bien de questionner la hiérarchie et la catégorisation actuelles des alternatives, y compris non hormonales.

responsabilité reproductive incombe toujours aux femmes et si, selon les études menées en France³, les femmes y ont gagné en termes d'épanouissement sexuel, d'aucunes mettent en exergue la demande sexuelle masculine d'autant plus pressante que la disponibilité sexuelle des femmes se serait accrue! Une certaine idée du désir masculin, signe de virilité, transformé en besoin impérieux, resterait le baromètre des relations hétérosexuelles.

En termes d'éducation sexuelle, si celle-ci a pu trouver une petite place à l'école dès les années 70, la société n'offre pas, pas plus aux garçons qu'aux filles d'ailleurs, un choix égal face à la prise en charge de leur fertilité. Si la reproduction humaine est enseignée en biologie, l'information sur le fonctionnement des cycles, l'apprentissage de l'observation des changements corporels, la compréhension des facteurs qui interviennent dans ces changements et une fécondation potentielle restent floues, voire opaques pour beaucoup. Et, encore une fois, les garçons sont moins encouragés à s'y intéresser... si ce n'est par une poignée d'animateurs et animatrices de centres de planning familial, dans le cadre de l'Éducation à la Vie Sexuelle et Affective dans les classes de secondaire⁴.

Voyons-nous le verre à moitié vide ou à moitié plein? En effet les pionniers de la lutte pour l'accès à la contraception trouvent les jeunes femmes ingrates lorsqu'elles critiquent la contraception hormonale. Disons que les acquis nous permettent de pointer plus finement les inégalités qui persistent. Car il ne s'agit pas pour celles qui interpellent le corps médical de se positionner contre la pilule, mais bien de questionner la hiérarchie et la catégorisation actuelles des alternatives, y compris non hormonales. Beaucoup de professionnel(les) de la santé s'accordent pour le dire: la meilleure contraception est celle que la femme choisit. Mais dans les faits, quels sont les enjeux de ce choix?

Pour en illustrer quelques-uns, nous nous proposons de commenter quatre revendications émises par un groupe de jeunes femmes réunies au sein de l'antenne namuroise de Vie Féminine. Leur campagne, «La contraception: une pilule qui passe mal» a été lancée à l'occasion d'une journée d'action le 5 mai 2012 dans le but d'interpeller politiques, professionnels de la santé et citoyens.

«*Choisir librement un contraceptif sans avoir à se soucier du prix*»

Il y a des moyens contraceptifs qui ne coûtent rien ou presque mais qui sont méconnus, voire dépréciés (méthodes dites naturelles). Il y en a d'autres qui ne sont pas remboursés (souvent les plus récents) ou pas disponibles sur le marché (méthodes barrières hormis le préservatif). Entre les deux, reste la pilule, relativement bien prise en charge par la sécurité sociale grâce au lobbying des fédérations de planning familial qui se

battent contre la conception de la contraception comme médicament de confort. Malgré tout, sans couverture sociale, pas de remboursement. Tant pis pour les femmes les plus précarisées. Dès qu'on passe la barrière de l'adolescence, c'est-à-dire la période scolarisée obligatoire et le début des études supérieures, l'inquiétude de la société face aux grossesses non désirées baisse, donc les mesures s'arrêtent, alors que le risque augmente statistiquement. Une femme entre 20 et 30 ans est en effet plus susceptible de connaître une grossesse non désirée, vu l'instabilité plus grande à cette période de vie tant sur le plan socio-économique qu'affectif.

«*Bénéficier d'une contraception sans subir ses effets néfastes sur notre santé*»

Choisir, c'est aussi pouvoir choisir une contraception non hormonale. Celle-ci revient à la mode avec les mini scandales médiatiques autour des contraceptifs hormonaux de 4e génération. Il ne faudrait cependant pas que'une injonction normative s'impose à la place de ou en opposition à une autre. Mais que les femmes aient le choix aussi en fonction de leur état de santé, de leur cycle de vie, de leurs convictions, de leur rythme de vie, de leurs contraintes quotidiennes, de la réalité de leur vie sexuelle sans préjuger de leurs (in)compétences ou de leurs bonnes ou mauvaises raisons de demander ou refuser telle ou telle méthode. Ni de vouloir illusoirement garder prise sur la suite qui sera donnée à la consultation: combien de professionnels se sentent investis – c'est ce que la société attend d'eux – de la responsabilité de s'assurer qu'une femme qui s'adresse à leurs services en sorte «couverte» de tout risque d'une grossesse non attendue, parfois au détriment de la prise en compte des effets secondaires. Ceux-ci ne peuvent être minimisés. Nous ne reviendrons pas sur les problèmes cardio-vasculaires qui nécessitent une anamnèse et un éventuel bilan de santé en amont de la prescription. Nous pensons plus modestement à la baisse de libido, très peu entendue et entendable comme argument pour chercher une réelle alternative au vu de l'échelle de valeur que nous avons. La santé sexuelle, c'est aussi le bien-être et le pouvoir que l'on a sur ses choix et sa vie, et pas seulement la gestion des risques. N'est-ce pas aux femmes de mettre en balance, avec les informations délivrées de la manière la plus objective et complète possible, donc la collaboration des médecins par exemple, ce qui est prioritaire pour elles?

La santé sexuelle, c'est aussi le bien-être et le pouvoir que l'on a sur ses choix et sa vie, et pas seulement la gestion des risques.

L'innocuité est par ailleurs déclarée comme une des conditions de définition médicale et de prescription d'un contraceptif, et c'est aussi la base de la médecine: le premier principe d'Hippocrate invite à d'abord ne pas nuire. Quelle leçon d'humilité!

«*Se sentir concernés à deux par la contraception et en partager la responsabilité*»

Nous évoquons plus haut la continuité de l'assignation des femmes à la gestion de la reproduction et ce, malgré le tournant qu'a pris la vision de la sexualité il y a 50 ans, à savoir la séparation officielle, socialement acceptée entre

procréation et sexualité. Le contexte est en effet peu favorable à l'implication des hommes: peu de moyens de contraception masculins disponibles, peu de motivation et beaucoup de résistances dans la recherche, peu d'information, peu de sensibilisation... du coup, de la part des hommes, les initiatives sont marginales. Comme si seules les femmes étaient fertiles!

Comme si seules les femmes étaient fertiles!

«*Recevoir les informations concrètes et complètes par rapport aux différents moyens contraceptifs possibles, parler d'éducation sexuelle ouvertement*»

Nous avons déjà évoqué la question de l'information plus haut. Nous constatons que l'information est conditionnée par les discours dominants la société, ceux-ci étant relayés par les médias, internet, le corps médical, les amis, la famille. Quels discours? Ceux forgés par notre conception culturelle de ce que doit être la femme, le couple, la famille, la maternité, la santé, sans oublier les intérêts économiques d'un marché particulièrement lucratif puisque le public est facilement fidélisé tant que les alternatives sont peu diffusées. S'il n'existe pas d'information largement diffusée et soutenue par les pouvoirs publics sur la méthode sympto-thermique par exemple, c'est bien que cela ne correspond pas au modèle actuel qui allie performance, efficacité, flexibilité, contrôle de soi, rapidité, voire accélération. Ce n'est rentable à aucun niveau: s'observer ne coûte rien, sauf du temps. Et l'autonomisation, la réappropriation de soi ne font pas bon ménage avec l'économie de marché. Il a fallu que la méthode fasse l'objet de recherches scientifiques qui prouvent son efficacité, un modèle de méthode cadenassé pour être sécurisant et à l'image cartésienne de notre monde occidental globalisant. Il a fallu que des citoyennes commencent à s'interroger si fort qu'on les entende, surfant sur la vague essentialiste qui refait surface en réaction au mode de vie dominant, ou nageant à contre-courant vers le plus d'autonomie possible. Et voilà que les médecins commencent à s'intéresser à nouveau aux méthodes dites naturelles⁵!

Ainsi, les cycles de vie des femmes sont canalisés, balisés pour répondre à la norme, ou en être au plus près, et entrer dans les catégories forgées par la société: pubère, jeune femme active, jeune accouchée, mère de famille, femme mûre. A chacune sa contraception comme sur le papier glacé des publicités des firmes pharmaceutiques. Et si ce n'était pas aussi simple de nous cataloguer?

Lara Lalman

Animatrice et chargée de projets au CEFA asbl

(1) Loi Lallemand-Michielsen du 3 avril 1990.

(2) Michel Bozon, *Sociologie de la sexualité*, Armand Colin, 2009.

(3) Valérie Haudiquet, Maya Surduts, Nora Tenenbaum, *Une conquête inachevée: le droit des femmes à disposer de leur corps*, Ed. Syllepse, 2008.

(4) L'éducation à la vie affective et sexuelle dans le sens d'un espace de parole libre, de débat, de sensibilisation et d'information est principalement dispensée par les centres de planning familial au sein de la Fédération Wallonie Bruxelles, en collaboration avec les écoles qui le souhaitent. Cfr chapitre sur les acteurs de transmission in Lara Lalman, *Contraceptions: quels choix pour les femmes aujourd'hui?*, CEFA, 2010.

(5) Un recyclage pour médecins a été initié pour la première fois sur ce thème par la Fédération Laïque des Centres de Planning Familial le 20 avril 2013.

À DÉFAUT DE POUVOIR DÉCIDER, FAUT-IL SE CONTENTER DE SE LAISSER ACCOUCHER ?

RÉFLEXIONS SOCIO-POLITIQUES SUR L'ACCOUCHEMENT

Dénoncer l'hyper-médicalisation des naissances rassemble souvent des militants autour des droits des bébés et rarement autour des droits des femmes. Le Dr Leboyer¹ affirme, par exemple, que «*ce n'est pas la femme qui accouche, c'est l'enfant qui naît*»². En effet, dans son ouvrage *Pour une naissance sans violence*, il dénonçait l'accueil violent qui était réservé au nouveau-né, sans trop essayer de comprendre l'expérience de la femme qui le mettait au monde.

Plus tard, les approches physiologistes vont se concentrer sur les processus ayant lieu dans le corps de la femme qui accouche. C'est le début d'une prise de conscience.

À cet égard, les écrits du Dr Michel Odent³ ont rendu compréhensibles, pour les profanes, les transformations subtiles opérées dans le corps et dans le psychisme des femmes lors de la parturition, sous l'effet du «cocktail d'hormones de l'amour».

Ces deux médecins ont sans aucun doute apporté énormément au débat sur les droits liés à la parturition. Néanmoins, beaucoup d'entre nous, femmes et féministes, restions sur notre faim car, si les processus reproductifs dont il est question comportent bien des transformations hormonales, physiologiques et morphologiques majeures, peu d'éléments dans leurs ouvrages aident à comprendre les enjeux de pouvoir qui traversent la grossesse, l'accouchement et le postpartum.

L'approche biologique n'est donc pas suffisante pour comprendre les enjeux sociaux de ces facettes de la santé des femmes. Il est nécessaire de faire appel aux sciences humaines pour appréhender la complexité des forces et des conflits qui entourent la mise au monde des générations futures et le renouvellement de l'Humanité qui s'opère à l'endroit le plus intime du corps des femmes, là où se cachent tant de mythes et d'injonctions, d'interdictions et de mystères.

Les regards anthropologique et historique pourraient nous servir de point de départ, mais assez vite nous allons devoir appréhender ce sujet à l'aide d'une approche socio-politique.

L'ACCOUCHEMENT AILLEURS

Chez les bushmen Ju'hoansi du Kalahari, les femmes partagent un désir, un idéal: celui d'accoucher seules et sans aucune sorte d'assistance.

Comme c'est le cas pour bien d'autres facettes de la vie des peuples primitifs, cette aspiration sera considérée relativement acceptable ... mais, bien sûr, seulement chez eux...

Que penser alors de cette poignée de «mères-nature radicalisées» de nos contrées post-industrielles qui partagent tuyaux et conseils pour avoir un «accouchement libre» (free birth): sans monitoring fœtal ni examen minutieux, sans péridurale, ni salle d'opération, sans médecin et ni

sage-femme à proximité? Aucun contrôle, aucune surveillance, aucune présence ou accompagnement étranger. Chez nous, ça pose problème, ça soulève des passions, ça réveille des peurs profondes, ça amène des questions: est-ce que les femmes qui épousent cet idéal sont des égoïstes qui pensent d'abord à leur propre intérêt au détriment de la santé et de la sécurité de leur bébé?

Mais revenons aux Ju'hoansi du Bostwana. Les petites filles y sont élevées dans l'espoir d'un jour pouvoir donner naissance seules dans la brousse. Lors du travail, les femmes s'isolent à quelques centaines de mètres de leur campement, préparent un lit de feuilles et attendent en silence que leur corps s'ouvre pour laisser sortir leur bébé. Celles qui accouchent pendant la nuit, s'interdisent même la protection, la chaleur et la lumière d'un feu.

Accouchement on ne peut plus discret qui, avec les premiers cris du nouveau-né, se poursuit en compagnie d'autres femmes du village qui vont lui prêter assistance pour la dernière phase du travail et le retour à la maison.

Nous sommes loin de l'idéal de l'accouchement hautement technologique où le héros est un chirurgien qui sauve, in extremis, la vie de la mère ou de l'enfant (voire des deux), dans un enchaînement de prouesses et d'interventions sophistiquées, répondant à un catalogue interminable de problèmes dangereux surgissant inévitablement et fatalement quand on donne la vie.

LA MÉDICALISATION DES NAISSANCES EN EUROPE

La majorité d'entre nous a été élevée dans l'idée que la grossesse et l'accouchement sont des processus dont la nature et la complexité requièrent des connaissances réservées à une élite médicale, seule dépositaire des habilités techniques les rendant sûrs.

Mais malgré son ancrage profond dans les mentalités, la médicalisation des accouchements n'est pas un phénomène très ancien. Il faut attendre le 17e siècle pour voir apparaître les pionniers de l'obstétrique en Europe qui vont «se faire la main» lors des premiers accouchements hospitaliers à une époque où le taux de mortalité maternelle frôlait les 50% de naissances dans les institutions, notamment à cause du refus obstiné des docteurs à se laver les mains entre les autopsies et les examens gynécologiques qui étaient pratiqués les uns à la suite des autres!

En dehors des hôpitaux et dans des cas exceptionnels, les médecins étaient aussi appelés au chevet des parturientes des couches moyennes et supérieures, lorsque l'accouchement était difficile et que les sages-femmes avaient épuisé toutes leurs ressources. Ils vont donc développer des techniques et des instruments qui, dans un premier temps, serviront à pallier les problèmes surgissant inévitablement dans une partie des accouchements. Néanmoins, en dehors des femmes indigentes qui viennent accoucher à l'hôpital (souvent faute d'autre toit où se réfugier)

**Il est nécessaire
de faire appel aux
sciences humaines
pour appréhender la
complexité des forces et
des conflits qui entourent
la mise au monde des
générations futures et
le renouvellement de
l'Humanité qui s'opère
à l'endroit le plus intime
du corps des femmes,
là où se cachent tant de
mythes et d'injonctions,
d'interdictions
et de mystères.**

et des cas qui se compliquent à domicile, ce sont toujours les sages-femmes qui vont prendre en charge la grande majorité des naissances. Le savoir médical et scientifique de la parturition humaine apparaît donc dans un contexte bien précis, d'une part autour des cas pathologiques (qui sont exceptionnels) et parmi une population de femmes dont l'état de santé n'est pas optimal.

On peut donc affirmer que l'intérêt «scientifique» pour ce qui jusqu'alors était considéré comme «affaire de femmes» - et donc déprécié et ignoré par les savants et les académiques -, advient principalement dans la pathologie et non pas dans la physiologie. L'obstétrique n'est pas née pour accompagner un processus naturel mais pour intervenir quand les choses se gâtent. Pas plus au 17e siècle qu'aujourd'hui, les spécialistes de cette branche de la médecine ne se sont donné les moyens de se former à l'observation et à l'attente. Ils trouvent leur raison d'être dans l'action et dans l'intervention sur les maladies et les dysfonctionnements de la parturition... quand ils ne les produisent pas. Mais nous aurons l'occasion de revenir au caractère intrinsèquement iatrogène de la pratique de l'obstétrique comme discipline patriarcale.

DES FEMMES AU GYNÉCO-OBSTÉTRICIEN: QUAND L'EXPERTISE REMPLACE LA SOLIDARITÉ

Parallèlement s'opère un autre processus incontournable pour comprendre la surmédicalisation actuelle de l'accouchement: la mise sous contrôle des sages-femmes.

Déjà au 15e siècle et parallèlement à la reconnaissance de la profession, la mise sous tutelle de ce métier s'instaure d'abord très timidement, puis de manière plus systématique: entre 1400

et 1900 la formation et la reconnaissance sociale des sages-femmes cesse d'être un aspect relevant du domaine privé et cantonné à cette sphère quasi secrète réservée au corps et à l'expérience féminins. Au cours de ces 5 siècles, ce domaine de la santé féminine va basculer de l'intimité du foyer au très sérieux niveau d'affaire d'état.

Ainsi, au 18e siècle, la formation des sages-femmes s'organise de manière éparse pour se consolider et devenir obligatoire au 19e siècle au Nord de l'Europe «*Dorénavant, alors que se développe l'art obstétrical et que se médicalise la naissance, l'accouchement relève des compétences médicales et la formation des sages-femmes devient un enjeu politique: au début du 19e siècle l'accouchement est encore aux mains des matrones, ce qui fait frémir les autorités de voir l'avenir de la nation confié à ces femmes jugées incultes et amoraux. Très rapidement, l'idée de créer des cours gratuits d'accouchement se développe. Plus qu'un simple cours c'est bien la réglementation de la profession qui s'organise*»⁴

La lutte contre ces femmes, le plus souvent issues des milieux populaires, analphabètes et puisant leur savoir dans la pratique empirique devient une urgence et, avec la reconnaissance progressive des sages-femmes professionnelles, toutes celles qui pratiquent en marge du contrôle officiel deviendront les boucs émissaires de tout problème lié à la santé des femmes et des enfants. L'Inquisition n'est pas loin et les bûchers non plus. Pour les médecins en quête de reconnaissance dans un domaine où leur légitimité est à construire, les matrones étaient l'ennemi à abattre, sur qui reposait la responsabilité en cas de problème. Un accouchement qui tournait mal aux mains des matrones était passible des plus graves sanctions, qu'il soit le fruit d'une complication imprévisible ou d'une pratique douteuse.

C'est donc à partir d'une même figure que surgissent deux personnages: la matrone inculte et dangereuse (la sorcière) et la «bonne sage-femme» docile face à l'autorité savante des hommes.

Mais même avant que cette distinction s'opère, la sage-femme ancestrale n'est pas universelle et même si l'on admet qu'il s'agit du (véritable) métier féminin le plus ancien au monde, elle n'existe pas partout ni dans toutes les sociétés. Bien avant que l'on puisse parler de spécialisation dans l'art d'accoucher, le savoir sur la parturition appartenait à toutes les femmes. Point de spécialiste ni d'expert dans les sociétés les plus primitives, être de sexe féminin suffisait pour avoir accès au savoir et au savoir-faire disponibles relatif à l'enfantement.

Depuis le processus d'hominisation, il y a 6 millions d'années, l'accouchement était considéré comme une affaire féminine: il concernait la femme qui accouche et ses paires. Mères, belles-mères, filles, sœurs, cousines, coépouses, voisines... celles qui assistaient la parturiente étaient membres de son entourage plus ou moins proche. Ainsi, une communauté féminine se construisait autour de ce processus reproductif. Un savoir se créait et se partageait. Des gestes se reproduisaient, un langage était façonné et des croyances voyaient le jour, puis se renforçaient et circulaient.

L'idéal des Ju'hoansi d'un accouchement solitaire et sans assistance est une très rare exception. Au travers des âges et parmi la majorité des peuples: la femme est plutôt bien entourée pendant l'accouchement. Il s'agit de toute une communauté de femmes qui se retrouve lors des naissances, partageant un savoir du corps et de la parturition, s'échangeant des biens, mettant en commun des ressources comme du bois à

La majorité d'entre nous a été élevée dans l'idée que la grossesse et l'accouchement sont des processus dont la nature et la complexité requièrent des connaissances réservées à une élite médicale, seule dépositaire des habilités techniques les rendant sûrs.

brûler, du linge, des outils de puériculture, de la nourriture et des soins.

Dans les pays Anglo-Saxons, au Moyen âge, ces femmes s'appellent entre elles «god-sibs» (sœurs en Dieu) pour souligner l'importance et la force des liens qui les unissent. C'est de cette appellation qu'est né le mot «gossip» (ragot): ces informations qui circulent en parallèle des canaux légitimes, à l'abri du contrôle masculin.

Les références historiques du Sud et du Nord de l'Europe décrivent un groupe de trois voire cinq femmes qui s'installaient au domicile de la parturiente pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour assister la femme pendant la naissance mais aussi pour prendre en charge les tâches domestiques et productives que l'accouchée n'était pas en mesure d'assurer pendant le post-partum. Ces femmes étaient d'une aide précieuse pour le ménage qui allait accueillir un nouveau membre, mais il s'agissait aussi d'un prétexte pour faire la fête entre femmes sans avoir à se justifier auprès des hommes.⁵ Dans des contextes où les femmes avaient peu d'autonomie et de considération, cette occasion de socialiser était souvent plus que bienvenue.

L'accouchement comme évènement social entre femmes était la norme parmi la plupart des sociétés à travers l'histoire et parmi les différentes couches de la société jusqu'à l'avènement de la bourgeoisie et l'apparition des ménages constitués autour de la famille nucléaire.

Mais même parmi nos contemporains, des conceptions de l'art d'accoucher qui concernent l'ensemble de la société et non pas quelques spécialistes sont toujours d'actualité. Les Achuar de la forêt amazonienne continuent à prendre en charge collectivement et non-professionnellement les accouchements. Les femmes Achuar y choisissaient jusqu'à très récemment leur potager comme lieu de naissance des petits. Elles étaient le plus souvent accompagnées d'une autre femme de la famille et c'est seulement depuis quelques années, quand des projets d'ONGs internationales et des autorités sanitaires équatoriennes se sont implantés dans leur région, que les femmes sont encouragées à accoucher dans l'enceinte de la maison communautaire ou familiale et ce afin de faciliter une prise en charge d'éventuelles complications qui, survenant dans la forêt, devenaient généralement très graves.

Parmi les Achuar, point de sage-femme traditionnelle: tout le monde -et particulièrement les femmes- est en mesure d'assister les parturientes lors de la mise au monde. Ainsi, les démarches qui visent à améliorer la santé périnatale et maternelle dans ces communautés s'orga-

nisent autour de la transmission de compétences en matière de santé reproductive à l'ensemble de la population puisque c'est l'ensemble de la population qui est concernée. Cette démarche diffère forcément du travail au sein d'autres communautés où la figure de la sage-femme traditionnelle est forte et bien identifiée. Dans ces communautés-là, ce sont les sages-femmes qui vont être la cible des projets en santé maternelle et néonatale.

Malheureusement, ces sages-femmes empiriques qui subsistent à notre époque sont le plus souvent instrumentalisées pour introduire des pratiques jugées plus sûres par les autorités sanitaires. Ainsi, des politiques comportant un volet de «santé interculturelle» peu ou pas en accord avec la réalité du terrain contribuent à l'affaiblissement et à la disparition des sages-femmes traditionnelles. Ce phénomène équivaut à l'élimination du seul professionnel de l'accouchement accepté et jugé compétent par les femmes à des kilomètres à la ronde. Souvent pour être remplacée par un (ou plusieurs) professionnel(s) de la santé venant de la ville, n'ayant ni la légitimité ni les connaissances suffisantes pour être accepté(s) par la population et par les femmes en âge de procréer en particulier.

MODÈLES D'ATTENTION DES ACCOUCHEMENTS ET LOGIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES

De retour à nos latitudes et à notre époque, il est salutaire de porter un regard critique au modèle de prise en charge des accouchements en vigueur dans nos sociétés. Un modèle organisé autour de l'autorité médicale et obéissant à des logiques de production économique, au sein duquel les corps -en bonne ou mauvaise santé- doivent obéir et se soumettre à des exigences de rentabilité, productivité et à un bon rapport entre coûts et bénéfices.

Certes, une petite minorité de femmes échappe et échappera toujours à la pression exercée par les médias et par les discours officiels présentant l'accouchement comme un évènement dangereux par définition et exigeant systématiquement un encadrement et un contrôle médical rapprochés, où la ligne directrice est le risque zéro. Ces femmes sont regardées avec méfiance et considérées comme irresponsables car elles préfèrent la satisfaction d'un obscur désir de toute puissance à la sécurité de leur enfant. L'accouchement sans assistance médicale hautement technologique, chez nous, est une aberration.

Ainsi, le parcours reproductif de la quasi-totalité des femmes qui mettent un enfant au monde dans les pays du Nord et dans les couches aisées et urbanisées des pays du Sud est marqué par un passage obligé par les mains d'un chirurgien gynéco-obstétricien: qu'il s'agisse d'une césarienne (dans 20% des naissances en Belgique) ou d'un autre type d'intervention médicale plus ou moins lourde (version externe en cas de présentation par le siège, utilisation de ventouses ou forceps lors de l'expulsion, extraction artificielle du placenta, ...), le recours à ce spécialiste de la pathologie des accouchements se généralise et ce, même dans les pays qui ont développé un

Pour les médecins en quête de reconnaissance dans un domaine où leur légitimité est à construire, les matrones étaient l'ennemi à abattre.

modèle de prise en charge des grossesses et des accouchements organisé autour des sages-femmes universitaires (les sages-femmes empiriques ayant complètement disparu depuis bien longtemps en Europe du Nord).

En Hollande, le taux d'accouchements accompagnés par une sage-femme ou par un médecin généraliste (à domicile ou en polyclinique) ne cesse de diminuer, passant de plus de 60% des naissances pendant les années 1960 à moins de 23% en 2010. Ce pays a un modèle de prise en charge des accouchements particulier, basé sur le tri entre les cas qui peuvent se dérouler à domicile et ceux qui ont besoin d'une prise en charge institutionnelle. Ce tri est effectué par les prestataires de première ligne, c'est-à-dire les médecins généralistes et les sages-femmes.

Ces sages-femmes empiriques qui subsistent à notre époque sont le plus souvent instrumentalisées pour introduire des pratiques jugées plus sûres par les autorités sanitaires.

L'accouchement comme événement familial disparaît. Mais pourquoi? Quelles logiques sont à l'œuvre? Il faut, à nouveau, chercher les réponses dans les courants culturels qui nous entourent et dans les systèmes économiques et politiques qui organisent nos vies. La gestion productiviste qui semble se dessiner autant dans la sphère culturelle que dans les sphères économique et politique renforce le rôle des experts et leur autorité. Dans la foulée, la médecine hégémonique, comme institution capitaliste et patriarcale, impose des normes et imprime des conduites de prévention, de dépistage, de mesure et d'arrondissement. Dans ces processus qui sont avant tout des processus disciplinaires, l'autonomie reproductive des femmes se voit limitée.

Mais ce n'est pas seulement au niveau du vécu individuel des personnes que la médecine hégémonique présente des failles et des incohérences. D'un point de vue exclusivement axé sur les coûts et bénéfices du système de soins, le fait de favoriser la prise en charge de la majorité des grossesses et accouchements par des médecins spécialistes n'est pas très raisonnable. Or, le recul de l'accouchement peu ou pas médicalisé est un phénomène mondial et il survient même dans des pays ayant une tradition forte de prise en charge par les sages-femmes comme la Hollande. Ce constat est un signe d'alarme pour les observateurs de cette question dans le monde. Notamment quand on constate parallèlement que les taux de césariennes augmentent de manière constante depuis les années 1960 dans tous les continents, atteignant des proportions de 90% voire 95% des naissances dans certaines cliniques privées du continent américain.

Si les métaphores ne vous gênent pas, nous pourrions utiliser la suivante: il serait complètement aberrant d'appeler un pompier pour éteindre les bougies d'un gâteau d'anniversaire. Alors, pourquoi avoir un recours systématique à un chirurgien spécialiste des pathologies de la grossesse et de l'accouchement pour prendre en charge tous les cas? Que penser alors du fait que dans la plupart de pays du monde, le spécialiste

qui a le plus d'années d'études derrière lui, celui qui coûte le plus cher au système éducatif et de soins, celui qui a le plus recours à des appareils, techniques, médicaments et instruments coûteux et sophistiqués sera amené à prendre en charge la quasi-totalité des accouchements, même ceux (85-90%) qui n'ont besoin d'aucune intervention et ce en dépit des recommandations d'autorités en santé publique internationales comme l'Organisation Mondiale de la Santé ou le Fond des Nations Unies pour la Population? Ces organismes considèrent les sages-femmes et les médecins généralistes comme étant les professionnels les plus adaptés pour prendre en charge le suivi des grossesses, accouchements et suites de couches au sein d'une population. Ils devraient être à la base de tout système de soins prénataux, liés à l'accouchement et postnataux. C'est sur leurs épaules que devrait reposer la responsabilité du tri des cas normaux - qu'ils devraient prendre en charge de manière autonome- et de ceux qui requièrent les compétences des spécialistes (gynéco-obstétriciens) et des interventions chirurgicales comme l'épisiotomie, l'extraction à l'aide de ventouses ou la césarienne.

Néanmoins, ce qui arrive dans la plupart des systèmes où la libre concurrence entre professionnels est de mise, c'est que la plupart des femmes ayant la possibilité de choisir son prestataire de soins vont se diriger vers le cabinet (privé) du spécialiste car il sera considéré comme étant le plus « sûr » et le plus compétent. En réalité, c'est celui qui facture les plus hauts honoraires pour réaliser des actes équivalents et étant à la portée d'autres professionnels de la santé, dits de « première ligne ».

La seule exception à cette règle de libre concurrence entre professionnels, qui semble universelle et qui favorise les médecins spécialistes, c'est la Nouvelle Zélande. Dans ce pays, la profession de sage-femme avait pratiquement disparu entre les années 1930 et 1980. Les quelques sages-femmes qui pratiquaient le faisaient en tant qu'infirmières ou plutôt « assistantes techniques » du médecin spécialiste et les accouchements avaient lieu quasi exclusivement dans les institutions hospitalières (moins de 0.3% d'accouchements avaient lieu à domicile dans les années 1980). En effet, le Conseil de la Santé néozélandais (Board of health) avait publié un document déclarant que les accouchements à domicile étaient peu sûrs.

Dans ce contexte de difficultés multiples d'accès à des accouchements à domicile, un groupe de pression de consommateurs (*consumer group*) s'est constitué dans ce pays, faisant siennes les revendications des sages-femmes néozélandaises de réinstaurer cette profession dans le paysage de la santé maternelle et infantile. Ce travail de plaidoyer a commencé à porter

En Hollande, le taux d'accouchements accompagnés par une sage-femme ou par un médecin généraliste (à domicile ou en polyclinique) ne cesse de diminuer, passant de plus de 60% des naissances pendant les années 1960 à moins de 23% en 2010.

Les taux de césariennes augmentent de manière constante depuis les années 1960 dans tous les continents, atteignant des proportions de 90% voire 95% des naissances dans certaines cliniques privées du continent américain.

ses fruits dans les années 1990, où des réformes ont permis de rouvrir des écoles de sages-femmes indépendantes des écoles d'infirmierie.

Le travail de défense de la profession conduisit finalement à l'instauration d'un système de « concurrence gérée » entre les professionnels de la santé. Dans ce système, les femmes qui attendent un enfant peuvent choisir la ou le professionnel qui va devenir leur « soignant maternel principal » et celui-ci ou celle-ci peut être un médecin généraliste, un gynéco-obstétricien ou une sage-femme.

En 2003, plus de 78% des femmes néozélandaises ont choisi une sage-femme pour le suivi de leur grossesse, accouchement et post-partum et ce peu importe le lieu choisi pour celui-ci⁶; à la différence de la Belgique, où très peu de structures ouvrent les portes aux sages-femmes libérales pour un accouchement dans leur *plateau technique*, la loi néozélandaise oblige les institutions à traiter de la même manière tous les prestataires de soins, qu'ils soient gynéco-obstétriciens, médecins généralistes ou sages-femmes. La « concurrence gérée » à la néozélandaise signifie que les bases de l'égalité entre prestataires de soins est garantie. Malheureusement, ce modèle est une exception dans le monde.

MENACES SUR LA LIBERTÉ LORS DE L'ACCOUCHEMENT

Après la revue des facteurs culturels, historiques et économiques qui sont à l'origine de la médicalisation croissante des accouchements dans le monde, il nous semble nécessaire d'interroger l'intérêt de maintenir et de défendre un modèle de prise en charge centré autour des besoins spécifiques de cet événement rare dans la vie des femmes.

Pour ce faire, nous sommes tentés de partager les expériences⁷ qui, pour celles qui ont eu l'opportunité de vivre en accouchement respecté, permettent une connaissance approfondie de soi-même et de ses capacités. Loin de nous l'intention de renforcer le mythe de la femme instinctive qui sait accoucher car *son corps est fait pour ça*. Nous voudrions plutôt mettre en avant les expériences de ces femmes qui ont vécu un ou plusieurs accouchements satisfaisants et qui se sont déroulés dans une ambiance de respect de leurs rythmes, besoins et désirs. Chez elles, l'idée d'un chemin d'« empowerment »⁸ inégalable est toujours présente. Que penser d'un système qui rend quasi impossible cette expérience de découverte de ses capacités et d'expérimentation de l'écoute de soi, de ses besoins physiologiques, affectifs et culturels?

En 2013, de nouvelles réglementations au Royaume-Uni vont rendre difficilement accessible l'accouchement à domicile accompagné par une sage-femme libérale⁹. En effet, de nouvelles réglementations européennes visent l'interdiction



Illustration: Elise Wilk

de la pratique des professions médicales sans la couverture par une assurance spécifique, très onéreuse.

Certes, le problème pour les sages-femmes libérales en France et Allemagne pour accéder à ces assurances professionnelles pour un accouchement à domicile se posait déjà, mais quelques sages-femmes libérales continuaient à exercer en milieu extra-hospitalier dans ce pays. Ce qu'elles faisaient (et font toujours), c'est d'informer leurs patients du fait que, en cas de problème à domicile, elles ne sont pas couvertes. Dans un avenir proche, cet arrangement qui était déjà précaire, risque de devenir carrément impossible au vu des nouvelles lois.

Quant aux sages-femmes belges, certaines se demandent si les assurances pour l'attention des accouchements extrahospitaliers ne vont pas augmenter dans un avenir plus ou moins proche, sous la pression de certains groupes d'intérêt...

On peut accoucher de manière respectueuse en milieu hospitalier, mais « *Le droit d'accoucher en dehors du milieu hospitalier est primordial pour toutes les femmes, qu'elles choisissent l'hôpital ou le domicile pour donner naissance.*

Le traitement respectueux des femmes qui choisissent d'accoucher en milieu hospitalier peut seulement être mesuré si elles ont le choix de quitter ce milieu et d'accoucher dans un autre cadre, même si elles n'exercent pas ce choix. Il existe une dynamique différente là où le personnel de santé fait des recommandations tout en sachant que la femme peut choisir de suivre ou de ne pas suivre ces conseils et là où l'on sait que la femme peut y être légalement contrainte »¹⁰.

Il est nécessaire de sortir des dichotomies simplistes qui posent le débat concernant l'accouchement en termes de choix individuel et d'accès à l'information, avec le critère de la sécurité comme étant le seul important. Ce dont il est question, ici, c'est d'autonomie et celle-ci ne se mendie pas, mais se conquiert. Autonomie qui, depuis la nuit de temps, est nécessaire à tout moment, mais qui s'avère encore plus précieuse quand il s'agit du corps, vulnérable mais puissant, des femmes qui donnent la vie.

Paola Hidalgo

*Déléguée à la communication
socio-politique à Bruxelles Laïque*

(1) F. Leboyer, *Pour une naissance sans violence*, Coll. Points, Seuil, 2008

(2) Témoignage du Dr Leboyer dans le film *La naissance, une révolution*, de Franck Cuvelier, Cie des Phares & Balises, 2011, 59'

(3) *Birth reborn* [1984], *La Santé primale. Comment se construit et se cultive la santé*, Paris, Payot, 1986

(4) LORIAUX, Florence « Les avatars d'une profession: sage-femme » in *Chronique Féministe* n° 100, janvier/juin 2008, p 26

(5) KITZINGER, S, *Rediscovering Birth*, Pinter & Martin, London 2011, p. 102

(6) HENDRY, C. « The New Zealand Maternity system. A Midwifery Renaissance », in *Birth Models That Work*, DAVIS-FLOYD, R et al, University of California Press, Berkeley, 2009, pp. 55-87

(7) Project collectif de recueil de récits d'accouchement: <http://moncorpsmonbebebonaccouchement.wordpress.com/>

(8) Renforcement des capacités.

(9) Article de Jo Marchant, journaliste scientifique: <http://m.guardian.co.uk/science/blog/2013/may/15/independent-midwives-benefits-natural-birth-threat>

(10) Pétition on ligne à l'Intention du parlement Européen: <http://www.change.org/petitions/violations-des-droits-des-femmes-au-sein-des-services-de-maternite-europeens>

FEMMES SANS RÈGLES, UNE RUPTURE ÉMANCIPATRICE.



Illustration: Julie Joseph

La médicalisation des différents cycles de vie des femmes par les tenants du pouvoir dominant patriarcal, religieux et productiviste répond chaque fois à la même nécessité de mesurer, maîtriser et maltraiter les femmes dans leur corps, elles qui sont assignées par la distinction hiérarchisée des sexes au statut de dominées¹. Nous traitons ici du scénario particulier qui s'est écrit et qui se joue autour du retour d'âge.

LA CONSTRUCTION SOCIALE D'UN FÉMININ INVALIDE.

Au Moyen Âge, étayé par l'antique théorie des humeurs de Galien, les femmes sans règles retenaient le sang menstruel chargé de déchets et étaient honnies. Pour le discours savant des médecins elles étaient malsaines et venimeuses, pour le pouvoir religieux elles étaient diaboliques. Avec la naissance de la psychiatrie, elles ont été sauvées du bûcher et de l'opprobre pour être enfermées dans les asiles d'aliénées parce que folles, pauvres, isolées, vieilles, « hystériques » ou atteintes d'une « psychose de l'involution »².

Au début du XX^e siècle, la nouvelle configuration de la ménopause va se construire dans la parfaite logique de la médicalisation. Une substance est synthétisée en laboratoire, l'œstrogène. Le nouveau médicament ou la nouvelle technologie biomédicale cherche et invente sa maladie. Les industriels, contre l'avis des facultés vont l'essayer pour tout ; ils vont ainsi, entre autre, le prescrire aux ouvrières pour améliorer leur rendement. Grâce au nouveau paradigme utilisé en endocrinologie pour les maladies carenciales comme le diabète où l'on découvre que la déficience d'une hormone que l'on peut maintenant doser peut être compensée par un traitement

Les femmes ménopausées qui présentent une diminution du taux d'œstrogènes par rapport aux jeunes femmes vont être traitées comme si elles étaient carencées alors que cette différence est physiologique et effectivement protectrice.

substitutif avec une hormone que l'on peut maintenant synthétiser, les femmes ménopausées qui présentent une diminution du taux d'œstrogènes par rapport aux jeunes femmes vont être traitées comme si elles étaient carencées alors que cette différence est physiologique et effectivement protectrice. Le retour d'âge est ainsi devenu une maladie qui commence avec la visite chez le gynécologue, est consacrée par le diagnostic clinique et biologique en même temps que l'annonce du pronostic funeste et la promesse d'une résurrection possible grâce au traitement au long cours et à une surveillance régulière.

Pendant tout le siècle, les dangers (cancers, accidents circulatoires) et la quasi inutilité dans la majorité des cas de ces traitements vont être démontrés, rien n'y fera, les passeurs de drogues licites continueront à abuser les femmes soumises, consentantes et pleines de gratitude pour l'attention savante qui leur est portée.

On pourrait repérer quatre temps dans cette production. Le premier, l'invention d'une maladie et la promesse de sa guérison ; le second, après la guerre 40-45, pour relancer les ventes, l'invention d'une clinique de la femme ménopausée (sèche, poilue, grosse, acariâtre...) et la promesse de la jeunesse éternelle ; le troisième temps, après la diffusion des effets délétères du médicament, utilisant l'engouement pour la médecine préventive, la promesse de la santé éternelle grâce aux vertus préventives du traitement sur la maladie d'Alzheimer, les maladies cardiaques et surtout, sur l'ostéoporose (trois contre-vérités). Le quatrième temps, celui de la néomédecinalisation, dans le cadre d'une médecine réparatrice, « anti-âge » qui promet de cacher et de changer ce qui est là et qui reste inacceptable : une femme au retour d'âge.

Le corps changeant qui ne peut plus reproduire n'est pensé que comme un manque, une inadéquation, une pathologie. Que faire pour échapper à ce chemin initiatique sinistre ?

C'est ainsi que dans notre pays, ce changement physiologique qui peut être une métamorphose existentielle, une nouvelle vie, un changement de rôles, un éveil... est vécu par les femmes

isolées et mystifiées à travers son traitement social, la médicalisation. Le corps changeant qui ne peut plus reproduire n'est pensé que comme un manque, une inadéquation, une pathologie. Dans notre univers de consumérisme et d'experts, cette pratique permet aux acteurs de la médicalisation, (firmes pharmaceutiques, de biotechnologie et de cosmétiques, média, pouvoirs politiques, tenants d'une certaine médecine) de faire la curée du corps et de l'être des femmes obéissantes et soumises.

Que faire pour échapper à ce chemin initiatique sinistre ? On pourrait prescrire un antidote en urgence pour respirer à nouveau et reprendre des forces comme par exemple une dose de Testo junkie³.

RÉCALCITRANCE, « NOTRE CORPS NOUS APPARTIENT ».

Les discours dominants ont le pouvoir de définition et d'attraction ; ils nous constituent, nous assujettissent mais suscitent aussi des discours de résistance et de libération. Ainsi, face au pouvoir de la biotechnologie et face à la pharmacratie⁴ énoncés et portés par une certaine conception et institutionnalisation de la médecine dans une collusion avec des pouvoirs religieux, économique et politique, d'autres discours, d'autres pratiques subsistent et se développent, dans les caves et les arrière-cuisines ou au grand air.

En effet, depuis les années quatre-vingts, en réaction à ce montage pseudo scientifique enrichi de phantasmes pervers et de vulgarités sexistes, la ménopause est devenue un sujet d'analyses et de contre discours.

Les activistes du « Mouvement pour la Santé des Femmes » ont étudié la généalogie du discours médical et de ses pratiques fondé dans les universités d'où les femmes étaient exclues et construit sur le mépris et le déni du savoir séculaire des femmes, persécutées et brûlées pour sorcellerie puis poursuivies pour exercice illégal de la médecine⁵. Elles en ont fait une critique politique et genrée, ont dénoncé la toute puissance de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique et surtout, elles ont donné la parole aux femmes. Ainsi, un nouveau savoir s'est construit à partir de leurs récits de vie.

C'est leurs narrations qui constituent l'argumentaire sain et pacifique le plus convaincant, pour diffracter et dissoudre les clichés dévalorisants et cruels qui produisent et perpétuent un sujet : la femme ménopausée.

Par exemple, le syndrome du nid vide que présenteraient les femmes lorsque les enfants quittent la maison et les laisseraient seules, inutiles et déprimées !

Les femmes elles, parlent du départ des enfants en terme d'accomplissement et de soulagement ; elles jouissent de la liberté retrouvée ; des perspectives s'ouvrent, d'autres priorités émergent ; elles ont le temps, la force, l'envie, l'inspiration pour se lancer dans de nouvelles aventures, réaliser des rêves de toujours, de leur enfance : ne rien faire, voyager, étudier, travailler autrement, chanter, faire de la musique, peindre, méditer, jardiner, changer de partenaire ou vivre seule, accueillir les petits enfants.

De même l'assertion que le désir sexuel diminue, puisque le vagin s'assèche et s'atrophie, ou que selon certaines théories de l'inconscient, honteuses de leurs phantasmes, elles qui ne désirent que leurs fils, préfèrent désormais s'abstenir de toute relation sexuelle !

Alors que lorsqu'elles se racontent, certaines

se décrivent dans la vie amoureuse, plus audacieuses et plus libres ; elles disent avoir plus de plaisir et surtout, ne plus accepter des relations insatisfaisantes, vouloir changer « les habitudes » du couple, désirer une relation plus sensuelle, plus respectueuse de leur plaisir, plus à l'écoute de leur corps.

Et cet autre montage qui veut qu'à la ménopause, les femmes présentent des symptômes physiques et émotionnels spécifiques, débilitants, liés à une insuffisance hormonale et à traiter comme tels !

C'est d'abord une généralisation, puisque moins d'un tiers des femmes se plaignent d'être perturbées par les symptômes évalués ; de plus, elles considèrent les causes du désagrément comme multifactorielles (situation personnelle, familiale, professionnelle) ; et surtout, des remèdes et des aménagements existent pour les soulager sans devoir recourir à des traitements coûteux qui peuvent nuire. Mais c'est surtout une manipulation si sous l'égide de la médecine, on les assigne à vivre ce temps à travers le prisme des symptômes construits comme cadre d'expérience. Alors la majorité des femmes sont en effet malades à la ménopause, comme elles le sont d'ailleurs tous les mois au moment des règles, et pendant la grossesse, et à l'accouchement, et pendant l'allaitement. Il s'en suit logiquement qu'être une femme c'est être une malade à surveiller et normaliser parce que tributaire d'une paire d'ovaires et d'un utérus qu'on enlevait d'ailleurs au siècle passé et que l'on maîtrise par des hormones actuellement.

Les discours dominants ont le pouvoir de définition et d'attraction ; ils nous constituent, nous assujettissent mais suscitent aussi des discours de résistance et de libération.

Puisque ces différentes fictions simplistes et dévalorisantes constituent les mythes modernes de passage à la disposition des femmes autour de la cinquantaine, il est grand temps de les déconstruire et surtout d'en créer de nouveaux, des histoires complexes pour une réalité complexe, afin que les femmes qui le désirent puissent les utiliser en toute dignité⁶.

GROUPES DE FEMMES, INTERVENTION FÉMINISTE, EMPOWERMENT.

Pour résister et produire un autre discours, l'ASBL Femmes et Santé⁷ organise dans la perspective du « Mouvement pour la Santé des Femmes », avec les concepts de la promotion de la santé et ses déterminants, des groupes de travail et de parole pour femmes autour de la cinquantaine, des groupes intergénérationnels, des ateliers de santé dans une perspective de genre (santé sexuelle et reproductive, auto-examen ; immunité ; alimentation) et assure la formation de femmes « paires ». L'ASBL a également mis en place une plate-forme pour la santé des femmes où des expertes développent des pratiques, analysent des dossiers et formulent des revendications pour interpeller les différents pouvoirs. Dans toutes nos activités « l'intervention féministe » avec ses stratégies émancipatrices inspire le travail avec les femmes, ce qui sous-entend

Un nouveau savoir s'est construit à partir des récits de vie des activistes du « Mouvement pour la Santé des Femmes ».

de soutenir et respecter les femmes dans leur démarche, de déconstruire avec elles le rapport de pouvoirs « soignant(e)/soigné(e) » à partir de l'analyse féministe du « care » et de se réapproprier le savoir séculaire et scientifique sur leur corps pour renforcer leur capacité à comprendre, discuter et décider des choix qui leur sont proposés ou imposés⁸.

Ce travail en groupe favorise les rapports égalitaires et la reprise du pouvoir sur sa vie, la conscientisation des femmes en prenant en

compte la pluralité et la complexité de leurs expériences ; il brise leur isolement et développe des liens de solidarité dans la lutte pour des changements individuels et sociétaux.

Cette approche est radicalement participative. Les femmes contribuent à l'élaboration des programmes et des savoirs. Si les activités varient dans leurs formes, l'approche, elle, reste constante qui redonne aux femmes les outils pour agir sur leur santé en dehors de la consultation et de la prise en charge médicale. L'information au sein d'un groupe, centrée sur des thèmes spécifiques de promotion de la santé, permet aux femmes de clarifier et de partager entre elles leurs interrogations concernant leur vie, leur corps et leur santé, de remettre leurs sensations physiques et émotionnelles, au cours des périodes de transition, dans un contexte global, psychosocial, culturel, politique et écologique, (travail, famille, facteurs de stress, mode de vie, assuétudes...) et d'augmenter leurs compétences à mieux vivre.

Dr Catherine Markstein
médecin-coordinatrice de l'asbl Femmes et Santé, Bruxelles.

Dr Mimi Szyper
neuropsychiatre, Bruxelles.

(1) *Classer, dominer. Qui sont les autres ?*, Christine Delphy, La Fabrique, 1998.

(2) *The meaning of menopause*, Ruth Formanek, Hillsdale Analytical Press, 1990

(3) *Sexe, drogue et biopolitique*, Beatriz Preciado Grasset & Fasquelle, 2008

(4) *Pharmacracy, Medicine and Politics in America*, Thomas Szasz, Syracuse University Press, 2003

(5) *Caliban and the Witch*, Sylvia Federici, Automedia, 2009 et, *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paola Tabet, L'Harmattan, 2009

(6) *Le Temps de s'émanciper et de s'épanouir. Paroles et expériences de femmes autour de la cinquantaine*, Mimi Szyper, Catherine Markstein, Le Souffle d'Or, 2009

(7) www.femmesetsanté.be

(8) *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique sociale diversifiée*, sous la direction de Christine Corbeil et Isabelle Marchand, éditions du remue ménage, 2010, Montréal

PRÉSENTATION CRITIQUE PAR DES FEMMES DE DEUX TECHNIQUES MÉDICALES SUR LEUR CORPS

1. FACE À LA VACCINATION CONTRE LE HPV, UNE POSITION FÉMINISTE DÉFENDUE PAR L'ASBL « VIE FÉMININE ».

La Communauté française a lancé à la rentrée scolaire 2011 une campagne de vaccination contre le virus du papillome humain (HPV) visant toutes les jeunes filles inscrites en 2e année du secondaire, peu importe leur âge. La transmission du HPV se produit lors des contacts sexuels, par contact peau à peau. Or les deux vaccins mis (très rapidement!) sur le marché en Belgique ne couvrent pas les virus innombrables qui pourraient éventuellement, après de longues années, être à la source d'un cancer du col de l'utérus. Il existe par ailleurs un dépistage efficace des cellules cancéreuses par un frottis s'il est réalisé tous les deux ou trois ans. Pourquoi dès lors une telle précipitation pour proposer gratuitement ce vaccin aux jeunes filles? Parce que les firmes pharmaceutiques sont prêtes bien que ces vaccins soient toujours à l'étude, parce que cela rassure les mères et les jeunes filles, bien que ce soit une manière décalée d'aborder la vie affective et sexuelle, et parce que cela rend les politiques actifs, en ayant l'impression d'agir pour le bien de la société et des femmes. C'est oublier que les femmes dont l'immunité est préservée sont plus à même d'éliminer d'elles-mêmes les virus potentiellement dangereux, c'est une façon d'aborder la santé par la maladie plutôt que de veiller à créer toutes les conditions favorables à sa préservation: les conditions de vie des femmes, le bien-être, l'alimentation, les gestes et les habitudes positives, l'accès aux soins, en sont d'autres tout aussi primordiaux.



Illustration: Sophie Le Grelle

2. RÉFLEXION SUR LA CAMPAGNE DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN PAR MAMMOTEST.

Le Mammotest, protocole de dépistage systématique du cancer du sein, a pour objectif de suivre les femmes entre 50 et 69 ans qui ne présentent pas de symptômes, par un examen radiologique systématique standardisé et régulier tous les deux ans.

Le Mammotest est aussi une étude européenne qui a pour objectif de démontrer l'impact positif d'un dépistage systématique ciblé pour augmenter les chances de guérison et réduire le taux de mortalité du cancer du sein. D'autres études réfutent l'efficacité d'un dépistage précoce qui entraîne inévitablement un sur-diagnostic de cancer et un sur-traitement, avec des interventions invasives angoissantes pour les femmes. En effet, dans l'impossibilité actuelle de connaître la dangerosité d'une anomalie à long terme, toutes sont traitées comme si elles l'étaient potentiellement.

Le Mammotest entre dans la ligne de conduite d'une médecine technologique et mécaniste, préventive et sécurisante qui se voudrait toute puissante et réparatrice. Sa présentation et son organisation sont péremptoires, culpabilisantes pour les femmes et illusoire sur la protection.

Le Mammotest ampute les femmes d'un droit à l'information éclairée, d'une prise en charge particulière, globale et relationnelle, il réduit les médecins à des techniciens savants et efficaces et prive la société d'une réflexion plus large sur la préservation de la santé.

Résumés rédigés par Martine Van Belleghem, Technologue en imagerie médicale (cancer du sein).

Les dossiers d'analyse sont consultables sur: <http://www.platouformefemmes.be/nos-dossiers/documents/>

UNION EUROPÉENNE : VERS UNE « AUTOCRATIE POSTDÉMOCRATIQUE » ?

CHRONIQUES DE LOBBYCRATIE, JUIN 2013

CHRONIQUE



Le titre peut sembler provocant. Il s'agit cependant d'un cri d'alarme lancé par le philosophe Jürgen Habermas, pourtant soutien historique du projet d'intégration européen¹. Que se passe-t-il ?

Comme on devait le craindre, la Commission européenne a attaqué la Belgique le mois dernier dans le cadre du semestre européen, un processus issu du renforcement de la "gouvernance économique" au niveau de l'UE. Au menu : 3 milliards d'économies d'ici 2014, la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation et des retraites anticipées. Le gouvernement belge a beau avoir gelé cette même indexation pour 2013 et 2014, la Commission en fait une affaire de principe et n'a pu imposer d'amende qu'à cause d'une faille juridique (l'absence de gouvernement en Belgique pendant la période incriminée), qui expire en décembre prochain.

En théorie, la Commission doit appliquer les mêmes critères à tous les pays. Mais le caractère politique de ces demandes est criant si on le compare au traitement réservé aux Pays-Bas, tout aussi endettés mais plus dociles, à la France, à qui il a aussi été demandé de réformer son régime de retraites et de diminuer le coût du travail mais qui a bénéficié d'un sursis de deux ans, ou encore de l'Allemagne. La réaction de ces deux derniers pays est d'ailleurs éclairante : François Hollande a déclaré que la Commission n'avait pas à « dicter » à la France la façon dont elle devait réduire ses déficits, tandis qu'Angela Merkel a non seulement ignoré les recommandations de la Commission mais a récemment expliqué que lui donner de nouveaux pouvoirs n'était pas forcément une bonne idée. Les appels à une relance de l'« union politique » par la France et l'Allemagne au cours de ces dernières semaines sont d'ailleurs instructifs : les deux poids lourds de l'Union Européenne, qui commencent à comprendre que le déficit démocratique de l'UE est une menace et pour les partis traditionnels aux prochaines élections de 2014 et pour l'avenir du

projet européen lui-même, demandent un renforcement de la coordination des politiques économiques au niveau des États (création d'un président permanent de l'Eurogroupe) et un droit de regard du Parlement européen. Les demandes de la Commission à la Belgique doivent donc aussi être vues comme un test politique : la Commission tente de consolider son pouvoir en se faisant la main sur un État à sa portée.

Ce qui est en jeu est tout à fait grave car le niveau des salaires reflète plus d'un siècle de luttes politiques. Considérer, comme le fait la Commission, largement encouragée en ce sens par les entreprises, que le coût du travail doit être un facteur d'ajustement comme un autre sur l'autel de la compétitivité revient à nier cette dimension politique, et à laisser une question aussi centrale entre les mains de bureaucrates non élus. Un tel scénario n'a rien d'imaginaire : c'est exactement ce qui s'est passé pour les pays soumis aux injonctions de la Troïka.

La dernière idée de la Commission (semble-t-il à la suggestion d'Angela Merkel²) est de généraliser ce modèle en signant avec chaque état des « instruments de convergence et de compétitivité », des contrats par lesquels les états s'engagent à mener des réformes « structurelles » en échange de facilités financières, avec amendes à la clé en cas de non-conformité. L'idée est toujours la même : en affaiblissant les syndicats, en diminuant les salaires, en forçant les services publics à la privatisation et en utilisant toutes les sources d'énergie disponibles y compris les gaz de schiste, on permet au secteur privé d'accroître ses marges de profit et on espère que les exportations repartiront à la hausse, et avec elles la sacro-sainte croissance du PIB. Ces objectifs sont exactement ceux de la Table Ronde Européenne des Industriels, un lobby de haut niveau (rassemble les 40 PDGs des plus grandes entreprises européennes...) qui a eu l'occasion d'en expliquer le détail lors d'un dîner de travail avec Barroso, Merkel et Hollande en mars der-

nier³. Les manifestants du collectif « Blockupy » qui ont bloqué la Banque centrale européenne et la Deutsche Bank à Francfort début juin ne s'y sont pas trompés : au nom d'une crise budgétaire causée largement par les banques, les politiques d'austérité visent essentiellement à satisfaire les demandes de court terme des marchés financiers et du patronat au lieu de tenter de sortir de la crise de manière cohérente et durable.

La question des déficits publics est évidemment préoccupante mais pourquoi ne s'intéresser qu'aux coupes dans les dépenses ? La question de l'évasion fiscale et des paradis fiscaux est revenue en force ces derniers mois avec le scandale Cahuzac en France, la découverte par l'administration américaine de l'incroyable réseau d'« optimisation fiscale »⁴ mis en place par Apple mais surtout la bombe « Offshore leaks », une base de données révélant le rôle essentiel des paradis fiscaux dans l'explosion des inégalités puisque permettant aux plus riches d'échapper à l'impôt. Il est par définition difficile d'évaluer les sommes en jeu, les estimations allant de 6.000 à 32.000 milliards de dollars ! Soit, pour cette dernière somme, près d'un tiers du PIB mondial. Les principaux gouvernements occidentaux se soucient de plus en plus de la question, les plus actifs sur ce sujet étant pour l'instant... les USA. Qu'en pense la Commission européenne ?

Celle-ci, étant comme toujours un peu à court d'expertise interne, est en train de créer un groupe de travail sur la question. Problème : un certain nombre d'États de l'Union étant eux-mêmes des paradis fiscaux (à commencer par les territoires d'outre-mer britanniques et la City de Londres, le Luxembourg, l'Autriche, Chypre, Malte, tandis que la Belgique et les Pays-bas en ont certaines caractéristiques pour ce qui est de la taxation des capitaux et des plus-values), le sujet est sensible. La composition de ce groupe d'experts est un indicateur important des idées de la Commission : les groupes précédents étaient composés, à une écrasante majorité, de professionnels des marchés financiers, de représentants de multinationales et d'experts fiscalistes pour qui le conseil fiscal est une source de revenus importante (à commencer par les « big four » américains : Deloitte, KPMG, Ernst&Young et PricewaterhouseCoopers)⁵. Les choses ont-elles changé sous la pression des événements ? Jugez-en : à côté de cinq ONG, on y trouvera cinq représentants du patronat (Business Europe, American Chamber of Commerce, International Chamber of Commerce, BDI – patronat allemand – et Medef – patronat français), quatre représentants d'associations professionnelles de conseillers fiscaux et un professeur de droit fiscal suédois. Demander aux loups des conseils en serrurerie de bergerie : voilà une mansuétude dont la Belgique aurait bien besoin.

Martin Pigeon

(1) *La constitution de l'Europe*, J. Habermas, Gallimard, 2013

(2) *Merkel and the dreams of corporate leaders*, Corporate Europe Observatory, 31 mai 2013

(3) *ibid.*

(4) La seule différence entre l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale est l'illégalité de la première. Mais il n'est pas nécessaire de frauder pour échapper à l'impôt...

(5) *Tackling tax evasion: will the Commission listen to anyone but industry?*, Corporate Europe Observatory, 7 mai 2013

QUE RESTE(RA)-T-IL DE LA RTBF ?

CHRONIQUE

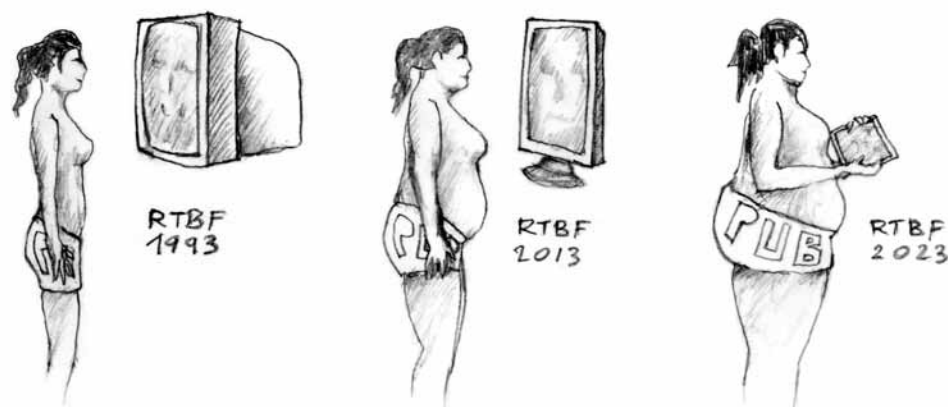


Illustration: François Hubert

Nous vous en parlions dans notre édition précédente, le nouveau contrat de gestion de la RTBF, qui régleme les missions de service public et son financement pour les cinq années à venir, est entré en vigueur le 1er janvier 2013. Plusieurs évolutions positives avaient été soulevées dans le Kairos numéro 7, notamment l'apparition d'un programme mensuel de société, une émission mensuelle de médiation, l'amélioration de l'accès aux programmes pour les publics à déficience sensorielle, l'interdiction de placement de produit dans les émissions de divertissement à partir de juillet 2013.

DES AVANCÉES RÉACTIONNAIRES ?

Ces points sont positifs, quoi qu'il faille souligner qu'à l'exception des mesures d'amélioration de l'accès aux programmes pour les publics à déficience sensorielle qui sont nouvelles, il s'agit en réalité de compenser partiellement ce qui avait été détruit dans les précédents contrats de gestion. Il existait il y a quelques années encore une émission de médiation: «Qu'en dites-vous» avec Jean-Jacques Jaspers, et même «cartes sur table» (émission quotidienne) avec Jean-Paul Procureur. Il existait également une émission traitant des grandes questions de société: «l'écran témoin». C'était une émission hebdomadaire, et non mensuelle. Le retour par la petite fenêtre de ce genre de programme, dont il reste à estimer les nouvelles formules, ne sont donc pas vraiment de grandes avancées, mais plutôt une récupération partielle de ce qui fit le succès de la RTBF. A croire que parmi les négociateurs du contrat de gestion logent de dangereux réactionnaires capables de penser que tout n'était pas nécessairement pourri avant la colonisation publicitaire totale.

L'interdiction du placement de produit dans les émissions de divertissement à partir de cet été a été décrit dans les médias de masse et par la majorité gouvernementale comme un «stop» à la pression publicitaire, le début d'un sauvetage de la perversion marketing de feu le service public. C'est un peu vite oublier que ce sont les mêmes PS, CDH et Ecolo qui ont introduit le placement de produit à la RTBF au mois de décembre 2009. Avant cela, de placement de produit, il n'y avait pas. Remarquez aussi que l'article 36 du nouveau contrat de gestion¹ prévoit «...des programmes ou séquences de programmes d'éducation aux médias consacrés spécifiquement au décodage de la publicité (et notamment du placement

de produits)...». Ou, selon la formule du regretté Marc Moulin, comment apprendre au poulet le point de vue du renard...

L'AUDIMAT À FOND LES BALLONS

Toujours fin 2009, les mêmes PS, CDH et Ecolo autorisaient la coupure des films par la publicité, ce qui était jusque là interdit à la RTBF. Cette mesure devait être exceptionnelle et permettre de compenser le gel de l'indexation de la subvention, la crise étant passée par là. L'exception devient la règle puisque le nouveau contrat de gestion prolonge la possibilité d'interrompre les films par de la publicité jusqu'au 31 décembre 2014. A ce moment-là, l'interdiction sera peut-être rétablie, à condition que les subventions ne soient plus gelées, si la situation budgétaire est meilleure. On suppose donc que le gouvernement espère le retour de 3 points de croissance annuels d'ici fin 2014 pour rétablir l'interdiction de la pub dans les films. Un scénario qui ne convainc pas même le bureau du Plan qui prévoit le retour de la croissance en 2015 (mais il est vrai qu'il le prévoyait déjà pour 2009, 2010, 2011....).

On ne peut pas dire que la publicité commerciale recule à la RTBF. A vrai dire c'est plutôt l'inverse: la logique publicitaire, celle de l'audimat (indice du nombre de postes branchés sur un programme à un moment donné, calculé par les publicitaires, pour les publicitaires)², fait désormais partie de la ligne éditoriale de Reyers. Ainsi peut-on lire à l'article 5 que la RTBF doit être «e) crédible dans les choix de son offre de programmes ainsi que dans ses approches journalistiques, éducatives, culturelles et dans ses pratiques professionnelles, au regard des résultats d'audience et de fréquentation de ses programmes ainsi qu'au regard des résultats d'enquête de satisfaction de ses usagers, étant entendu que l'attention portée à l'audience exprime plus une exigence en termes de légitimité et de respect des publics qu'une volonté de performance commerciale». Sachant que les enquêtes de satisfaction n'ont jamais été rendues publiques ni par la ministre Laanan ni par la direction de la RTBF malgré les demandes du public, et sachant que «l'audience» calculée est en fait l'audimat établi par les publicitaires, on peut s'interroger sur la manière dont la légitimité de la RTBF doit maintenant être bâtie. Disons qu'a priori, cela ne rassure pas spécialement pour l'avenir de feu le service public.

LA PRIVATISATION, SI SI, ON Y COURT

L'asbl Respire a répété durant plusieurs années que l'envahissement publicitaire du service public était le disharmonique prélude à sa privatisation. Il semble que ce nouveau contrat de ges-

tion ne nous contredira pas. Ainsi peut-on lire à l'article 46 qu'«Avec l'autorisation du Ministre, la RTBF peut céder tout ou partie des droits réels de propriété qu'elle possède sur tout ou partie de ses sites et infrastructures de radiodiffusion et de transmission hertzienne terrestre à des tiers (...)

Autrement dit, la RTBF peut vendre les pylônes notamment, qui servent à acheminer le signal radiotélé de Reyers jusqu'à chez vous. Si cela se concrétise (pourquoi sinon l'indiquer dans le contrat?), il faudra donc qu'elle en loue l'usage à une entreprise. La privatisation est bien en marche, et avec elle la perte de contrôle d'un outil public, acheté avec l'argent du contribuable.

LA RTBF, NOUVEL OPÉRATEUR TECHNOPHILE

Point sans doute le plus interpellant de ce texte, la RTBF est présentée comme un acteur technique et financier central pour la convergence médiatique (entendez la possibilité de diffuser des programmes sur un maximum de supports audiovisuels différents) en Communauté française. Accrochez vos ceintures pour parcourir l'article 44 où l'on trouve notamment: «... la RTBF s'intéresse activement et utilise les moyens mis à disposition dans le cadre de ses missions de service public, par la convergence des médias numériques, la télévision numérique terrestre, la télévision hybride (HbBTV ou Hybrid broadcast and Broadband television), la télévision connectée (ou «smart TV»), la radio hybride (Radio DNS), la radio connectée et la radiovision ou radio filmée et par tous les développements de l'internet fixe ou mobile, quels que soient les modes de diffusion ou de distribution linéaires ou non linéaires mis en œuvre et les appareils de réception utilisés, fixes, portables ou mobiles (tels qu'ordinateur, personal video recorder (ou PVR), téléphone, smartphone, tablette, console ou tout autre appareil de réception)».

La RTBF doit désormais «être un vecteur de veille et de développement technologique», et l'on voit ici poindre un autre fameux dossier qui intéresse les majorités wallonne et bruxelloise: la 4G! Alors que l'OMS vient d'élever d'un cran le risque de cancer lié aux ondes GSM³, la Communauté française mobilise la RTBF pour en faire le champion de la télévision mobile.

Imaginez la scène, dans le bus: tout le monde devant sa télé cancérogène de poche! Fameux programme public.

JBG

(1) Disponible sur: http://csa.be/system/documents_files/1703/original/GVT_20121226_RTBF_contratgestion.pdf?1359040419

(2) Voir Kairos n°1 et 2.

(3) Voir Kairos n°5.

LA RÉSISTANCE DANS LES CASSEROLES ?

A LA TABLE DES RESTAURANTS POPULAIRES DE LIMA

ALTERNATIVE

A Lima, depuis plus de trente ans, les femmes s'organisent contre la pauvreté. Les restaurants populaires leur permettent d'économiser, mais aussi de se rassembler.

Depuis 8h du matin, le rythme n'a pas baissé dans la petite pièce aménagée en cuisine du district de Carabayllo, au nord de Lima. Laura et Luz, assises à terre sur des briques, pèlent les patates depuis déjà deux heures. Hima et Fulgencia, les deux cuisinières en chef du jour, orchestrent le reste: elles coupent les oignons, font chauffer l'eau, manient les grandes casseroles, remplissent des bassines, cuisent l'inévitable riz...et discutent. Mais pas question de chômer. A 11h30, les premiers membres de la communauté viendront chercher leurs repas. Certaines femmes ont déjà amené leurs casseroles vides pendant la matinée, elles passeront les récupérer pleines à l'heure du dîner.

Le «comedor popular Gran Cambio» est l'un des 1200 restaurants populaires autogestionnaires¹ de Lima. L'objectif de ces cantines de quartier est de permettre aux femmes associées d'économiser sur les repas, et aussi d'offrir la possibilité aux gens qui en ont besoin de manger un repas complet à un prix accessible. Leur formule fait leur originalité: un *comedor* naît quand des femmes dans la nécessité décident de se rassembler, de faire leurs courses ensemble et de cuisiner ensemble, pour réduire les coûts de leur alimentation à toutes.

L'objectif de ces cantines de quartier est de permettre aux femmes associées d'économiser sur les repas, et aussi d'offrir la possibilité aux gens qui en ont besoin de manger un repas complet à un prix accessible.

UN REFUGE ÉCONOMIQUE

Les *comedores populares* apparaissent à Lima à la fin des années 1970. A l'époque, les effets de la crise économique péruvienne de 1976 se font sentir, en particulier chez les familles urbaines pauvres: chômage, travail précaire, manque de revenus... Différents groupes de femmes qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts décident de s'organiser. Au début, la formule est basique. A 15 ou 20, les femmes mettent en commun les aliments qu'elles ont, dénichent une grande casserole et font une soupe communautaire. Peu à peu, ces soupes populaires se formalisent en *comedores*. Les groupes de femmes commencent à proposer aussi des re-

pas à d'autres personnes de la communauté. Les femmes qui sont membres du *comedor* et qui participent à son fonctionnement paient moins cher leur repas et ceux de leur famille (de 0,40€ à 0,80€ en moyenne). Les autres personnes paient un peu plus (de 1€ à 1,40€ environ). Quant aux cuisinières du jour, nécessairement membres, elles reçoivent gratuitement cinq repas ce jour-là.

Pour beaucoup de personnes qui viennent manger aux *comedores*, la différence est énorme, souvent la moitié voire le tiers du prix d'un menu bon marché ailleurs. Viennent là des travailleurs, des familles... Et il n'est pas rare qu'un menu soit partagé entre deux personnes ou serve aussi de souper. Pour Matilde, du *comedor* «Amor y Paz» de San Juan de Lurigancho, «*le comedor est le pilier de chaque jour pour la majorité*». Pour certaines, avoir les repas au restaurant populaire permet aussi d'économiser pour d'autres choses, comme par exemple l'éducation des enfants.

ÉCONOMIES D'ÉCHELLE ET APPUI MUTUEL

La stratégie des *comedores* est basée sur le travail collectif. En achetant, cuisinant, vendant ensemble, les femmes économisent significativement sur leur alimentation. En second lieu, les restaurants populaires reposent sur la solidarité. Violeta, par exemple, fait partie du mouvement des restaurants populaires depuis 25 ans. Quand elle a commencé dans le *comedor* de son quartier, elle n'était pas en mesure de participer à la cuisine ni à l'organisation. Son mari était malade, elle devait gagner de l'argent pour le soigner. «*J'avais une amie qui était dans un comedor et qui m'a inscrite. Elle m'a dit "pour le moment je sais que tu ne pourras pas cuisiner, mais tu pourras quand même prendre tes repas au prix d'une membre". J'assistais quand même aux réunions mensuelles, et j'ai commencé à aider comme secrétaire, puis en assumant d'autres rôles. Et quand mon époux est décédé, après sept ans, j'ai commencé à participer comme une membre à part entière*». A l'heure actuelle, elle est secrétaire aux droits humains à la FEMOCC-PAALM, la fédération des restaurants populaires autogestionnaires de la métropole de Lima, et elle consacre bénévolement aux *comedores* une grande partie de son temps.

Quand un membre n'a temporairement pas la possibilité de payer ses repas, toutes les membres peuvent décider de lui accorder ses menus à un prix réduit. Dans la même idée, si l'un d'entre eux ne peut pas assumer son tour de cuisine parce qu'il doit travailler ou garder un enfant malade, un autre le remplace et peut disposer de ses rations gratuites.

La solidarité n'est pas réservée qu'au cercle des membres. Dans chaque *comedor*, un certain nombre de repas sont offerts aux personnes fragilisées. «*Beaucoup de gens n'ont même pas de quoi payer un repas ici*», explique Matilde, une des deux cuisinières du jour au *comedor* «Amor y Paz». Tout en parlant, elle continue de s'activer entre les grandes casseroles posées sur les cuisinières à gaz, qu'elle ne dépasse d'ailleurs que d'une petite tête. «*Ils viennent, ils demandent, et nous on voit s'ils en ont vraiment besoin, et on décide ou pas de leur donner. Ceux à qui on donne pour le moment, ils sont tous en extrême*

nécessité. Il y a des personnes âgées, des gens qui n'ont pas de travail, il y a un monsieur qui a un problème mental, un autre qui a la tuberculose. Nous, on essaie d'aider de cette manière. C'est pour ça qu'on dit parfois des comedores populaires que ce sont "les pauvres qui subsidient les plus pauvres"». Au «Gran Cambio» de Carabayllo, Luz aide à peler les patates, mais elle n'est pas considérée comme cuisinière. Elle a un retard mental et a reçu le statut de cas social. Elle peut donc recevoir gratuitement son repas de midi tous les jours, sans obligation envers le *comedor*. Mais elle est quand même là quotidiennement pour aider les femmes à cuisiner.

AUTO-ORGANISATION ET STRATÉGIE PROPRE

De la cour de la maison d'une membre à un local appartenant au *comedor* et aménagé, les restaurants populaires de Lima peuvent être bien différents. Certains servent chaque jour jusqu'à 140 personnes. D'autres, plus modestes, se limitent à 50, en fonction des demandes de la communauté et du budget. En moyenne, de 10 à 15 femmes font tourner un *comedor*.

Les principes de solidarité et d'appui mutuel sont présents partout. L'organisation, elle, varie beaucoup d'un *comedor* à l'autre. En général, chaque femme qui est membre cuisine pour le moins une fois par semaine. Chaque *comedor* a ses propres règles, décidées collectivement. Le prix des repas, les menus, le nettoyage, les tours en cuisine, les heures d'arrivée... Et tout se décide dans les réunions mensuelles entre membres. Chaque restaurant populaire a aussi un conseil d'administration. Les femmes qui en font partie se répartissent entre elles les différents rôles: présidente, secrétaire, trésorière, fiscale... La fiscale veille au respect de leurs règles, mais aussi à l'équilibre entre les droits et les obligations de chacune. Pour la majorité des femmes présentes, chaque menu compte.

Dans les cantines de quartier, chaque sou est compté. Les femmes doivent parvenir à cuisiner chaque jour des repas complets à coûts réduits. Dans les *comedores* les plus pauvres, les économies se font sur les légumes et sur la viande. Au *comedor* de «Gran Cambio», ce vendredi, le menu est abondant mais modeste: des frites et du riz avec un bout d'omelette et une salade d'oignons crus.

Les *comedores* ne reçoivent pas d'argent du gouvernement. Néanmoins l'État leur fournit une partie des aliments dont ils ont besoin. Quand les *comedores* se sont créées, impulsées par les nécessités, elles ne recevaient rien de l'État. Les femmes se débrouillaient. «*Moi, j'amenais ma cuisine, d'autres des plats, des louches... Pendant toute une époque, on a même dû déménager le comedor chez moi*», raconte Maria, actuelle présidente du *comedor* «Amor y Paz». Une lutte de longue haleine commence alors pour les cantines, afin d'obtenir de l'État un soutien nécessaire. En 1990, ils obtiennent la loi 25307. Celle-ci consacre la mise en place de la PRO-NAA, le programme d'assistance alimentaire complémentaire. «*Complémentaire parce que l'État complète ce que l'organisation apporte en premier, et pas le contraire*», explique Ana Gil, présidente de la FEMOCCPAALM.



Illustration: Alice Bossut

« Pourquoi l'État nous demande autant s'il ne nous donne que 18 % de ce que ça nous coûte? »

Selon la loi 25307, les aliments fournis par l'État (riz, huile, lentilles) sont censés couvrir 65 % du coût total des menus. Dans la pratique, cette participation étatique en nature stagne autour des 19 %. 81 % de l'investissement pour les repas reposent donc toujours sur les membres de chaque *comedor*. Pour joindre les deux bouts, chaque restaurant a sa stratégie. Au *comedor* « Amor y Paz », les cuisinières proposent un deuxième menu un peu plus cher, qui leur permet d'équilibrer les comptes et de garder les menus des membres à un prix très accessible (un sol, c'est-à-dire 0,40€). Mais parfois, la corde raide du budget des *comedores* ne leur permet pas toujours d'offrir leur repas à un grand nombre de personnes, qui pourraient pourtant être considérés comme des personnes fragilisées.

Ces dernières années, les nouveaux membres qui restent se font rares. Maria a 59 ans, dans son *comedor* depuis sa création, elle commence à fatiguer. Parce que le travail est dur, parce qu'elles sont de moins en moins. Un peu amère, elle explique la situation actuelle: « Ce qui se passe, c'est qu'aujourd'hui les jeunes femmes ont besoin d'argent. Elles doivent travailler si elles veulent pouvoir joindre les deux bouts. Les repas gratuits et à prix réduits ne suffisent plus. Alors elles s'en vont pour aller travailler. Reste les plus anciennes ».

AU-DELÀ DE LA NÉCESSITÉ ALIMENTAIRE

Les *comedores populares* ne sont pas qu'un lieu où manger pour pas cher. C'est tout autant un lieu de rassemblement entre femmes, ex-

plique Ana Gil. « On a commencé pour survivre, et peu à peu on a appris. On a réalisé progressivement que ce n'était pas seulement le thème de l'alimentation qui nous unissait. Dans ces réunions quotidiennes qu'on avait l'après-midi, après avoir cuisiné, on s'est rendu compte que beaucoup de femmes étaient maltraitées, que d'autres devaient aller travailler en laissant leurs enfants seuls... Les *comedores* devenaient les centres de réunion pour voir comment on allait s'impliquer pour obtenir l'eau, l'électricité, des routes... Avec les *comedores*, on a commencé à ne plus être seules, à nous regrouper ». Au fur et à mesure, ces femmes qui se rendaient compte en discutant qu'elles étaient confrontées aux mêmes problèmes ont décidé d'aller plus loin. Progressivement est née la FEMOCCPAALM, ce qui a permis d'agir davantage pour d'autres droits. Les discussions sur la violence conjugale, les violences sexuelles, la santé, l'alimentation... ont donné lieu à des campagnes, à des formations.

Les femmes des *comedores* ne se contentent pas de cuisiner. Une grande partie d'entre elles, de responsabilité en responsabilité, en sont venues à se former pour de nombreuses choses. Jusqu'à assumer des postes régionaux ou nationaux, à donner elles-mêmes des formations, à oser défendre leurs droits face à des autorités. Ana Gil a fait partie de la deuxième promotion à sortir de l'école de formation de la FEMOCCPAALM. « Comment peux-tu résoudre les problèmes qui se présentent si tu n'as aucune connaissance des lois ou que tu n'as aucune idée à qui t'adresser? Surtout, c'est important de savoir qu'il y a d'autres femmes qui luttent de la même manière que toi pour résoudre ces problèmes ».

Les dirigeantes (toutes celles qui assument un rôle officiel) ont un rôle très important dans la communauté des *comedores*. Plus que les autres, ce sont elles qui s'impliquent au-delà du « simple » fonctionnement de leur cantine. Ce qui crée parfois un certain fossé entre elles et celles pour qui l'essentiel est avant tout de nourrir leur famille avec le peu qu'elles ont.

Ce tiraillement est présent au sein des *comedores*. D'une part, il y a la priorité de la nécessité alimentaire, qui a amené les femmes à s'organiser. D'autre part, il y a le grand potentiel émancipateur de l'organisation. Ce potentiel, c'est la volonté des femmes de se capaciter et de capaciter, ce sont les efforts pour cuisiner des repas sains, mais aussi pour améliorer le bien-être de leurs familles, c'est le combat face aux autorités pour que les aliments donnés soient issus de producteurs locaux... Si ce potentiel est porté par certaines dirigeantes en particulier et par les centrales de *comedores* (instances des zones et des districts de Lima), il est présent, un peu ou beaucoup, dans tous les *comedores*. C'est le combat de chaque jour d'une partie des femmes du mouvement pour que les restaurants populaires soient chaque jour plus des outils pour leur propre émancipation.

Mais la nécessité reste toujours première. L'aide de l'État est souvent insuffisante pour développer ce potentiel émancipateur autant que les femmes le voudraient. D'autant plus que les dons de l'État s'accompagnent d'une supervision et d'exigences de plus en plus strictes et laborieuses. D'où cette question d'Ana Gil: « Pourquoi l'État nous demande autant s'il ne nous donne que 18 % de ce que ça nous coûte? ». Entre velléités casautogestionnaires et dépendance envers une aide de l'État plus qu'utile, les femmes organisées continuent de lutter. Nés des impacts d'une crise économique, les *comedores populares* sont une stratégie propre des gens dans le besoin. À un moment donné, sans réponse de l'État à leurs nécessités basiques, ils prennent les choses en main et reconstruisent une solidarité indispensable. Un exemple qui, peut-être, pourrait inspirer une Europe en crise...

Edith Wustefeld et
Johan Verhoeven

(1) Il existe d'autres types de restaurants populaires, au total ils sont plusieurs milliers à Lima.

POUSSONS L'OPTIMISME DANS SES DERNIERS RETRANCHEMENTS



Le constat est là ; la plupart de ceux qui le font, en ce compris quelques-uns de ceux qui appartiennent au courant orthodoxe de la prétendue chose économique, les contempteurs de la même prétendue chose, la grande majorité des climatologues et les amis des abeilles, quelques-uns des journalistes qui ne sont pas stipendiés par les milieux d'affaires et leurs affidés politiques, tous sont d'accord : les choses vont mal, très mal, de plus en plus mal.

La « crise », avec son cortège d'aberrations dans les sempiternelles recettes que l'on persiste partout à appliquer avec les conséquences que l'on sait, la crise, donc, n'en finit pas d'étaler son visage grimaçant et terrorisant au sens strict du mot et l'on ne voit nulle-part la moindre trace d'un minimum de tout petit bout de lorgnette qui pourrait donner ne fut-ce que le plus léger espoir d'en sortir prochainement. Bien au contraire, les fins esprits qui ont à charge la gestion des immenses problèmes qu'il s'agirait de prendre à bras le corps, en sont à prophétiser, un jour, que cela risque encore de durer, le lendemain, à annoncer à grand renfort de publicité que le bout du tunnel est en vue et que le plus dur est passé : on commence à connaître la triste et navrante chansonnette. Les solutions avancées par ceux qui sont en complet porte-à-faux avec les idées et les recettes dominantes tombent dans les oreilles des sourds qui nous gouvernent et sont vues comme de plaisantes distractions à l'usage des empêcheurs de prospérer en rond que sont les tenants de toutes les variétés de gauchisme, alter-mondialistes et autres décroissants qui prônent la rupture totale et radicale avec le désordre existant.

Maintenant, il faut bien voir que, si les grandes difficultés que rencontrent un certain nombre de gens du fait des scandaleuses mesures prises partout à leur rencontre, ils ne représentent qu'une proportion relativement peu importante de la population. On voit bien que, pour le grand nombre, la « crise » fait partie d'un décor qui lui est parfaitement étranger, abreuvé qu'il est des

inepties et des mensonges que lui assène quotidiennement la presse-pravda. Il se trouve encore, n'est-ce pas, des gens en mesure de se payer des vacances - au soleil et à l'étranger - plusieurs fois l'année, d'acheter de grosses et rutilantes voitures et placer leur bel argent en lieux sûrs afin qu'il *travaille*. On ne peut ignorer que pas mal d'autres, qui, sans faire partie du haut du panier, sont ou, du moins, s'en persuadent-ils, à l'abri des avanies qui frappent quelques-uns de leurs voisins malchanceux ou vagues connaissances passées brutalement du statut d'honnête travailleur à celui, peu enviable, de chômeur-feignant-profiteur-assisté. Cette masse, relativement homogène en terme de *pouvoir d'achat*, constitue les bataillons en ordre de bataille de ces *consommateurs de choc*, qu'on a vu récemment à Paris et en province, pris d'une folie proprement écoeurante, prendre d'assaut des magasins¹ sur le point de fermer leurs portes et piller littéralement les rayons débordant de ces choses électroniques au rabais et autres babioles et, au passage, injurier le personnel qui grossira bientôt les files d'attente devant les pôles-emploi de France et de Navarre. Tout cela - et bien d'autres choses encore - risquerait bien, hélas, d'altérer la foi ou l'espoir que d'aucuns - desquels je suis - continuent de placer dans la possible et soudaine irruption de la toujours tant espérée et tant aimée Révolution.

Mais ne désespérons pas Billancourt. On sait que l'Histoire est friande de situations et de moments déconcertants et surprenants qui surgissent quand on s'y attend le moins et quand tout semble figé dans la monotonie des jours. A l'abattement général a pu, parfois et dans des circonstances parfaitement ordinaires, succéder de ces moments de fièvre collective qui échappent à toute explication rationnelle. Que l'on se souvienne de ce marchand de légumes, en Tunisie, qui, après avoir été humilié par un policier, s'est donné la mort par immolation. Ce qui aurait pu être un fait divers somme toute banal - en regard de ce qui, par ailleurs, nous est largement présenté comme de première importance - s'est transformé, en quelques jours à peine, en

un vaste mouvement insurrectionnel qui a débouché sur l'éviction du chef de l'état et de son régime. Que, par suite, cette première manifestation du « printemps arabe » se solde aujourd'hui par des soubresauts, des luttes de tendances et les émeutes qu'elles entraînent, ne doit pas surprendre. D'un moment à l'autre, à telle ou telle époque, l'expression du mécontentement prend des formes variées et jamais identiques et, toujours, l'aboutissement de la mise en mouvement de forces antagonistes en présence reste incertain.

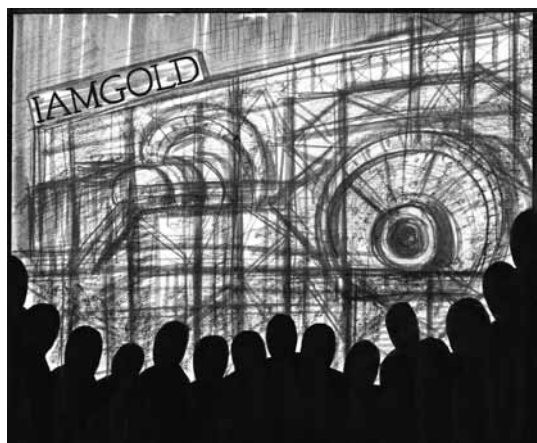
Maintenant, si les idées, propositions et alternatives de toutes sortes qui se font jour partout restent, pour l'essentiel, lettre morte pour beaucoup, il n'en n'est pas moins vrai qu'elles auront nécessairement et petit à petit les échos qu'on est en droit d'en attendre. Il leur faudra le temps mais, sûrement, elles finiront par entrer dans les consciences encore fermées à leur venue tout comme se sont matérialisées les idées et réflexions des philosophes des Lumières seulement et longtemps après, quand le moment, l'occasion et les circonstances se sont présentés. La convocation des Etats Généraux par Louis XVI, la réunion des trois ordres dans la salle du jeu de paume et le serment qui y est prononcé, la proclamation de l'Assemblée Nationale Constituante, la prise de la Bastille et la déclaration Universelle des Droits de l'Homme, sont l'aboutissement d'une longue et souterraine maturation dans les esprits du temps. Mais un mot, un geste, un incident anodin, une décision inopportune, l'absence de celui-ci ou la présence de cet autre à tel ou tel endroit, à telle ou telle heure et rien ne se serait passé de la même manière et l'Histoire aurait pu prendre d'autres voies. C'est dire combien peut être hasardeuse et vaine toute forme de prospective dans le vaste débat auquel nous participons dans ces pages en même temps que tant d'autres, ailleurs et de mille façons.

Nous sommes, n'est-ce pas, à la croisée de chemins dont nous ignorons où ils mènent ; nous savons seulement que ceux que nous empruntons par la force des choses et contre notre gré conduisent à un mur monumental et qui paraît infranchissable. D'autres, avant nous, en d'autres temps et de la même façon se sont posés la grande question du *que faire* et les réponses sont venues par la force des choses et parce qu'il ne pouvait en être autrement. Continuer à dire nous le pouvons, nous le devons. Dire et dénoncer et, par les mots, avancer et avancer encore et nous heurter au réel, montrer l'étendue de la farce et du désastre qui vient, oui, il nous faut continuer sur cette voie puisque, pour l'heure, c'est la seule qui nous soit accessible. Et tant pis si parfois nous avons l'impression de hurler dans le désert, tant pis si, avec d'autres, le découragement nous gagne et si, devant l'apparente apathie générale on se demande s'il ne faudrait pas plutôt nous occuper de notre bout de jardin et simplement admirer ce qui peut encore l'être. Cette graine qui éclate et laisse voir la pousse fragile, la fleur qui va donner le fruit, le merle qui chante à tuer-tête quand le soir vient, les beaux, les merveilleux nuages ; et l'odeur du pain et du premier café du matin.

Jean-Pierre L. Collignon

(1) Les magasins Virgil, en liquidation.

« PROSPÉRITÉ SOUS TERRE »



« La crise existe de tout temps. Et elle ira en s'aggravant, chaque fois que les masses populaires se-

ront de plus en plus conscientes de leurs droits face aux exploiters. Il y a crise aujourd'hui, parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus. Il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique » déclare Thomas San-kara, président du Burkina-Faso, au sommet de l'Organisation de l'Union Africaine le 29 juillet

1987. Il sera assassiné deux mois et demi plus tard. Ce discours ouvre le film « Prospérité sous terre » réalisé par Ronnie Ramirez (www.zintv.org)¹, qui offre une vue saisissante de l'actuelle industrialisation minière au Burkina, un secteur d'activité clé pour ce pays classé parmi les plus pauvres au monde.

Le film est tourné à Essakane, dans la région sahélienne de Gorom-Gorom, au Nord du Burkina.

DEUX CÔTÉS, UNE RENCONTRE

D'un côté, les orpailleurs artisanaux, qui creusent la pierre à la pioche et avec de petites machines. Lorsqu'une veine de quartz signalant potentiellement qu'un filon d'or est localisé, des dizaines de petits forages sont réalisés pour extraire le métal précieux dont les revenus vont permettre à la communauté entière de vivre. Pour les orpailleurs, chaque trou est une petite entreprise. Tous ceux qui ont creusé, investi dans l'outillage, le terrain, qui ont rendu l'opération possible participent au succès de l'opération et touchent une part de la vente de l'or.

A Essakane, des villages sont apparus autour de zones aurifères découvertes par les orpailleurs dès 1985 : venus des villes ou des champs, du Burkina ou des pays voisins, des travailleurs et leurs familles y ont créé des communautés. Traditionnellement cultivateurs-éleveurs, ils ont su rendre fertile la terre aride sous laquelle quelques rares sources d'eau sont accessibles. Des équilibres fins ont ainsi été créés entre des communautés et leur environnement où elles ont su trouver le nécessaire pour vivre et prospérer.

« Que va-t-on devenir, et nos enfants ? » demandent-ils alors que IAMGOLD va étendre sa zone d'extraction à la fin de l'année 2013 pour passer de 32 tonnes d'or/an à 56t/an.

L'autre côté déboule en novembre 2008 sous la forme de la multinationale canadienne IAMGOLD Corporation. IAMGOLD est l'un des leaders mondiaux de l'extraction d'or, active sur trois continents². L'approche des transnationales minières est on ne peut plus simple : s'approprier des terres où le minerai est extractible en quantité suffisante pour être profitable, tout prendre et partir. Le procédé est largement automatisé : à Essakane, des camions gros comme des immeubles tournent 24/24, guidés par GPS dans un trou béant agrandi à coup de dynamite et de rogneuse dont chaque dent est plus grosse qu'un homme. La terre est broyée, chauffée, séparée chimiquement dans une usine de la taille d'une

petite ville d'où sortent des lingots évacués tous les lundis par avion – la mine a son propre aéroport.

Les employés sont logés dans un hôtel climatisé coupé du pays par une enceinte sécurisée, où la salade fraîche et le sirop d'érable arrivent par les airs.

La rencontre entre ces deux parties est l'objet du film de Ronnie Ramirez qui en montre la nature avec d'autant plus de force que la manière est dépouillée.

Un troisième acteur devrait être de la partie : l'Etat Burkinabé. Il l'a été et le reste, dans un rôle particulier, en adaptant son code minier dès 2003 pour faciliter les investissements étrangers dans l'extraction notamment aurifère du pays, et en obtenant 10% de la société IAMGOLD Essakane créée pour l'occasion. Le nouveau code minier est très favorable aux grosses entreprises étrangères qui trouvent là des sous-sols particulièrement riches et un gouvernement accommodant. En 2009, l'or est devenu le premier produit d'exportation du Burkina-Faso, pour représenter 10% du PIB et des recettes s'élevant à 67 millions d'euros³. Le gouvernement, qui présente Essakane comme un modèle de réussite win-win-win, a décidé d'octroyer de nombreux permis miniers pour les années à venir.

MAUVAIS ETAT

Florence Kroff, de FIAN (FoodFirst Information and Action Network) Belgique (www.fian.be), souligne qu'en matière de droits de l'homme, l'État est le premier détenteur des obligations. Il se doit de faire respecter les droits, de protéger les citoyens d'actions contraires à ces droits, et de garantir l'effectivité des droits. La section belge de FIAN, en collaboration avec FIAN Burkina-Faso, apporte un soutien actif aux habitants d'Essakane en suivant son mandat propre : appuyer les populations en lutte pour leurs droits, ne jamais s'y substituer, ne pas décider sans elles. Florence Kroff explique : « à Essakane, il y a un réel manquement de l'Etat et des pouvoirs locaux. Il n'y a aucun contrôle de la bonne application des contrats conclus avec IAMGOLD, pas de soutien ni d'appui aux populations locales qui en ont pourtant un besoin évident. Les habitants ignorent à peu près tout de leurs droits, ils pensent qu'ils n'ont droit à rien ».

En novembre 2009, 13 communautés, soit 2.562 ménages, 11.563 personnes ont été dépla-

cées pour céder la place à IAMGOLD et sept nouveaux villages ont été créés.

En contrepartie, la transnationale canadienne devait construire des maisons, des écoles, des puits. Les maisons étaient insalubres, les écoles au nombre de 6, les puits dysfonctionnels. Suite à la mobilisation des habitants, appuyés par FIAN, IAMGOLD a accordé de reconstruire maisons et écoles. Si des pompes à eau manuelles ont été installées sur un site, un autre « nouveau » village n'a toujours pas de puits. L'eau est acheminée par un camion-citerne affrété par la mine. En expropriant les habitants de leurs villages, IAMGOLD les a également privés de terres arables : le désert est partout, la terre aride. Les nouveaux arpents alloués ne permettent pas aux paysans de produire suffisamment de nourriture pour tous. L'eau est parfois contaminée par les rejets polluants de la mine, notamment le mercure. Montrant une dénivellation qui jouxte la mine, un paysan explique dans le film que « si un animal mange l'herbe, il faut l'égorger et l'enterrer sur place, on ne peut pas le consommer. Et la terre de la dune tombe sur le champ ». Alors que des enfants naissent avec des malformations, les habitants du village expliquent qu'avant l'arrivée des sociétés minières, ils vivaient sans produits chimiques. « Que va-t-on devenir, et nos enfants ? » demandent-ils alors que IAMGOLD va étendre sa zone d'extraction à la fin de l'année 2013 pour passer de 32 tonnes d'or/an à 56t/an.

Une mine a une durée de vie limitée : passés certains seuils, elle n'est plus rentable et est fermée. Pour Essakane c'est en 2025.

A ce moment-là, les agriculteurs n'auront plus de terre cultivable. Les rares travailleurs locaux, plus de travail. Il n'y aura plus de camion-citerne, et les ressources en eau seront sûrement polluées au mercure. Les orpailleurs n'auront plus d'or à trouver puisque IAMGOLD aura tout pris.

Et pourtant, les orpailleurs artisanaux pourraient produire assez d'or pour rencontrer la demande mondiale. IAMGOLD est donc inutile.

JBG

(1) « Prospérité sous terre », un film de Ronnie Ramirez, Prod. Zin TV, 2013, 30 min.

(2) Et qui ne compte pas en rester là : « Les plans de croissance d'IAMGOLD sont stratégiquement concentrés sur certaines régions canadiennes et certains pays en Amérique du Sud et en Afrique ». www.IAMGOLD.be

(3) Pour la seule mine d'Essakane, IAMGOLD annonce des réserves d'or exploitables de 3,9 millions d'onces. L'once d'or est cotée à 1387,81 dollars fin mai 2013. 3,9 millions x 1387,81 dollars = 5.412.459.000 dollars tout ronds. En 2011 selon le FMI, le PIB du Burkina-Faso était de 10 milliards de dollars.

FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

TROUSSES EN FLACONS

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de *faire par soi-même* pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

www.foiresavoirfaire.org



MATÉRIEL

- un flacon en plastique: shampoing, liquide vaisselle, gel douche, tube dentifrice.
- un découd-vite
- une aiguille de cordonnier (aiguille en arc de cercle).
- une tirette
- un cutter ou un couteau
- une paire de ciseaux

ÉTAPES

- Découper le flacon là où vous voulez positionner la tirette.
- On peut tout à fait adapter une tirette trop longue en la découpant et en refaisant la butée avec une agrafe et un point de couture.
- Avec le découd-vite faire des trous régulièrement là où l'on fera la couture de la tirette.
- On positionne la tirette et on la coud en passant l'aiguille recourbée dans les trous.

Retrouvez les recettes de la Foire aux Savoir-Faire le 22 juin sur la Place de la Monnaie et sur le site: www.foiresavoirfaire.org

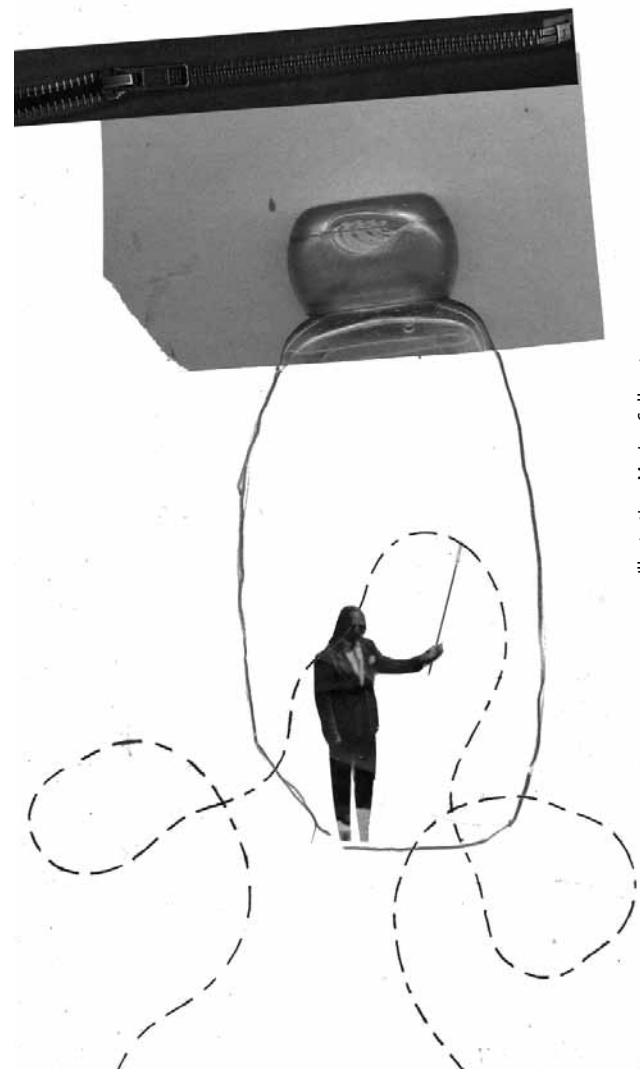


Illustration: Marion Sellenet



BRÈVES

DANS LA SÉRIE ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS: PRINT TON GUN

Et voilà un nouveau progrès: l'imprimante 3D. Késako? Une imprimante laser qui permet de reproduire n'importe quel objet en trois dimensions: vous mettez un plan dans le programme de l'ordinateur, qui active un laser, qui sculpte votre pièce dans la matière plastique. Pratique. Tellement qu'un étudiant en droit américain, Cody Wilson, a eu la bonne idée de faire un plan en 3D pour un pistolet. 15 pièces de plastique, et une arme fonctionnelle qui tire à balles réelles et qui peut tuer des gens réels. L'étudiant en droit américain a mis le plan de son «révolver en plastique à imprimer en 3D chez soi» sur l'internet virtuel. Hop, téléchargé des milliers de fois, reposté partout sur le web. La vidéo de démonstration a immédiatement été vue par plusieurs millions de fois. Et l'Etat américain se demande comment maintenant conserver une once de contrôle sur la prolifération d'armes qui étaient déjà en vente dans les supermarchés. Tiens, et comment vont faire les Etats européens, moins permissifs his-

toriquement sur la vente d'armes? Acerythme il faudrait obtenir un permis de port d'arme pour surfer sur le net, à moins que l'inverse ne suffise. Ne serait-il pas temps de penser à arrêter ce progrès-là?

400 PPM

C'est le taux de particules de CO2 par million. La dernière fois que la concentration de dioxyde de carbone était si élevée dans l'air, c'était il y a 3 millions d'années. Si la tendance à la hausse continue sur la même pente, cela nous ferait de +3°C à +5°C d'ici la fin du siècle. Une paille, qui verrait la destruction massive d'écosystèmes, d'espèces et accessoirement la mort par famine, inondation, déplacement, guerres pour les ressources de millions de personnes. Depuis le rapport du développement durable dit «Brundtland» de 1987 et le protocole de Kyoto signé en 1997, les émissions de CO2 n'ont pas cessé d'augmenter. Voilà ce qui arrive quand on laisse

faire le marché et quel on cherche la croissance. Car qui dit croissance dit aussi croissance des émissions de CO2, et qui dit croissance des émissions de CO2 dit aussi croissance des inégalités et de la misère. D'ici à dire que les partis politiques, médias et autres syndicats qui prônent la croissance économique promeuvent la misère dans le monde, il y a un pas que nous franchissons bien volontiers, plutôt deux fois qu'une.

CITYMALL À VERVIERS: LE BLAU KHAUS S'IMPOSE

Le Conseil d'État n'a pas suivi l'avis de son auditeur et a validé le permis qui manquait à Forum Invest pour construire un nouveau temple de la surconsommation en plein cœur de Verviers (voir Kairos n°3). Cette décision fait suite à un déchaînement médiatico-politico-syndical contre Vesdre-Avenir, qui avait introduit le recours. La pression était venue particulièrement

de l'échevin MR Freddy Breuwer qui voulait voir les requérants retirer leur recours et menaçait même de porter plainte contre les plaignants, qui exerçaient leur droit. Monsieur Huon, le big boss, avait quant à lui sollicité la mobilisation des «forces vives» verviétoises en faveur de son projet. Promesses d'emplois et de «revitalisation» à la clef. PS, MR, CDH, Ecolo ont tous rempli leur rôle en soutenant là où il fallait le projet de M. Huon. Cet ensemble presque parfait entre les représentants des quatre partis traditionnels pour bétonner le cœur de leur ville est sidérant. Pendant ce temps-là aux Etats-Unis, un site recense les mégacentres commerciaux qui ferment, et pas qu'un peu: <http://deadmalls.com> Frères humains qui après nous vivez, n'ayez les cœurs contre nous endurcis...

LA PHRASE

«Si vous regardez bien votre GSM, vous verrez les sangs des congolais couler», Serge Latouche

ANNONCES / AGENDA

AGENDA

Qui: Les petites annonces peuvent être proposées par des particuliers, des collectifs ou associations sans but lucratif.

Quoi: Demandes et offres de matériel, biens, services, échanges, dons, etc. Les offres matrimoniales, toutes respectables qu'elles soient, ne sont pas acceptées.

Prix: La diffusion unique d'une annonce coûte 5 euros, à verser sur le compte de Kairos pour nous soutenir.

Comment: Les annonces font au maximum 600 caractères espaces compris, elles sont à adresser à annonces@kairospresse.be

Quand: Les annonces sont publiées dans le numéro qui suit le 30ème jour de la réception de l'annonce et du paiement, hors numéros spéciaux.

Sélection: Kairos se réserve le droit de ne pas publier certaines annonces. Vie privée: Attention, les numéros de téléphones, adresses et coordonnées que vous indiquez dans l'annonce seront publiés dans le journal Kairos. En nous communiquant ces données, vous acceptez que nous les publions. La rédaction décline toute responsabilité de l'usage qui sera fait de ces informations privées par des tiers.

ANNONCES

FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE
LE 22 JUIN À BRUXELLES

Retrouvez les recettes de la Foire aux Savoir-Faire le 22 juin sur la Place de la Monnaie et sur le site: www.foiresavoirfaire.org

ALERTE, LES FRANÇAIS
FAUCHÉS ENVAHISSENT LE
ROYAUME!

Pour son lancement, le MDR - Mouvement Des Rmistes pour un exil social en Belgique est très fier de vous annoncer la sortie du CLIP L-BAS (RSA)!

« Partant du constat qu'une campagne médiatico-politique vise à stigmatiser une partie de la population française, nous tenions à remettre les pendules à l'heure.

Le MDR, ça évoque le rire et le mot « merde ». Nous, on emmerde tous ceux qui ne nous font pas

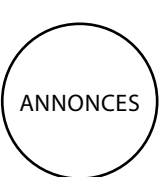
rire, mais pas rire du tout, quand ils parlent des « assisté-es » et de leur fameux « train de vie », comme si on pouvait - et voulait - s'acheter la dernière Mercedes avec 470 euros par mois! »

<http://youtu.be/9QHivugpa30>

Contact: mdr.mouvementdesrmistes@yahoo.fr

RENCONTRE À L'OCCASION
DE LA SORTIE DU 8ÈME KAIROS:
LE VENDREDI 21 JUIN.

A partir de 20h00, au bar La Licorne, 61 Chaussée de Forest, 1060 Saint-Gilles (entre la porte de Halle et la rue Théodore Verhaegen), Bruxelles.



AGENDA

28, 29, 30 JUIN, 3ÈME
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU
CADTM

Cette année, **plus de 25 ateliers et plénières** pour analyser et réfléchir à l'impact de la dette sur les hommes et les femmes, du Nord au Sud: retour sur l'Histoire de la dette de l'antiquité à nos jours, état des lieux de la dette du Sud et des luttes en cours, analyse des mouvements citoyens d'opposition à la dette en Europe, réflexion et débat sur l'impact de la dette et de l'austérité sur les femmes, mais aussi sur la nature avec la question de la dette écologique, et bien d'autres sujets.

Ces ateliers seront animés par des invités venus du monde entier. L'Université d'été du CADTM est **ouverte à toute personne** intéressée.

28, 29, 30 juin, à la Marlagne, près de Namur, Belgique. Informations et réservations sur www.cadtm.be

DIMANCHE 6 OCTOBRE 2013

Dans la foulée d'une réflexion sur les coopératives, le Grappe asbl vous invite à découvrir la réalisation d'une utopie sociale: *le Familistère de Guise* (France). Cette visite se complètera par une autre sur le chemin du retour: celle de *l'Écomusée et de la vie sociale de Fourmies*. En cette période de crise où nous nous interrogeons sur de nouvelles formes de vie économique et sociale à recréer, il est essentiel de se pencher sur des expériences et des réalisations du passé qui, revisitées, peuvent nous aider à imaginer et proposer un futur à la mesure de l'homme. Départ en car de Namur. Réservation indispensable. Informations sur: www.grappe.be

BONNES VACANCES!

LU, VU, ENTENDU

GILLES-ÉRIC SÉRALINI

TOUS COBAYES!
DE GILLES-ÉRIC SÉRALINI

Dans le livre *Tous cobayes!*, Gilles-Éric Séralini propose par le menu son expérience fameuse sur les OGM et le Round Up que des rats ont ingurgités à des doses variables. Le résultat est très préoccupant et soulève de lourdes questions sur la santé publique, mais également les systèmes d'évaluations sanitaires en vigueur. La publication de cette étude avait déclenché un

ouragane de critiques, parfois de pure mauvaise foi, parfois plus étayés scientifiquement. Alors que toutes se dégonflent, que l'étude a été confirmée par la prestigieuse revue scientifique qui l'avait publiée, que le professeur Séralini a attaqué en diffamation ceux qui ont tenu des propos sans aucun fondement, *Tous cobayes!* paraît en poche chez Flammarion. Cette nouvelle édition est précédée d'un droit de réponse de l'auteur à toutes ces critiques, que le lecteur pourra opportunément découvrir dans une forme limpide et condensée.

Tous cobayes! OGM, pesticides, produits chimiques, Gilles-Éric Séralini, Flammarion, 2013

LES MYSTÈRES
DE LA GAUCHE,
JEAN-CLAUDE MICHÉA,
ÉDITIONS CLIMATS/
FLAMMARION, 2013

A la demande de Paul Ariès, rédacteur en chef de la revue *Les z'indignés*, l'auteur répond à une lettre de Florian Gulli, philosophe et militant communiste, qui demande à Michéa d'expliquer son refus d'appeler « gauche » ou « de gauche » la critique du

libéralisme. La réponse que Michéa propose dans la revue constitue la base de ce nouveau livre qui est complété d'une centaine de pages de « scolies », caractéristiques de la méthode et de la pensée de ce professeur marseillais. J.C. Michéa développe ce qu'il avait marqué avec force dans son ouvrage précédent (*Le complexe d'Orphée: La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, éditions Climats/Flammarion, 2013), propose des pistes complémentaires sur ce qui pourrait faire une société décente, et sur des manières politiques de sortir du capitalisme qu'il juge total. Le cœur de la critique porte sur l'incapacité de la gauche à percevoir la reconstruction historique et politique de la « gauche » comme catégorie politique (Marx n'est jamais dit de gauche), dès lors à saisir la nature libérale actuelle, et par conséquent sur l'incapacité de cette tendance à proposer des voies philosophiques et politiques concrètes de sortie du capitalisme qui articule avec une violence cohérente le libéralisme économique, politique et culturel. *La gauche, stade suprême du capitalisme?* Une lecture parfois ardue, qui appelle des développements sur la manière de concevoir philosophiquement une société décente, mais une lecture très stimulante et incontournable pour quiveut penser la sortie du productivisme, et agir.

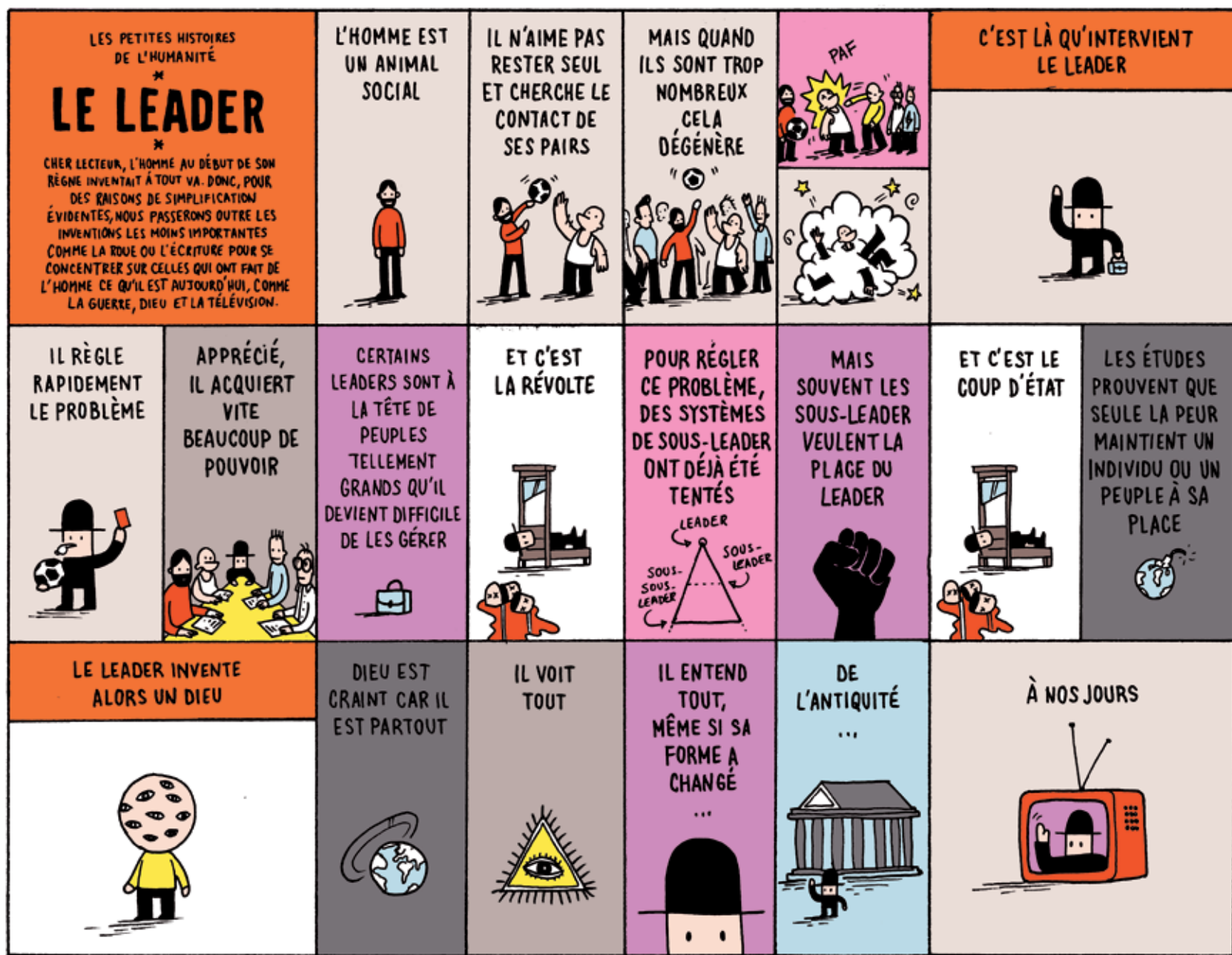
Les mystères de la gauche. De l'idéal des lumières au triomphe du capitalisme absolu, Jean-Claude Michéa, éditions Climats/Flammarion, 2013

TOUS EN
COOPÉRATIVES!,
JACQUES PRADES

Ce livre de conversation avec Jacques Prades, professeur d'Economie à l'université de Toulouse, est décoiffant. Qu'est-ce qui permet à la fois: de lutter activement contre le chômage,

de rendre impossible le licenciement, des extraire sérieusement des impératifs de compétition internationale, de garantir un revenu décent aux travailleurs, de limiter les écarts de salaires entre les dirigeants et les « simples employés », d'empêcher les délocalisations, d'empêcher les OPA, d'ajuster la production et la consommation aux besoins locaux, d'y ajuster les revenus, de suppléer à l'Etat quand il ne parvient pas à remplir les missions qu'il s'est données, d'être encore là quand l'Etat s'effondre, d'amortir les chocs liés aux problèmes monétaires, de permettre que la voix de chacun soit prise en compte dans l'organisation, d'empêcher l'héritage familial d'une entreprise qui n'est pas familiale? Une découverte scientifique-spirituelle-révolutionnaire-transcendante? Eh bien non: ils'agit de la coopérative. Jacques Prades l'explique en effectuant un retour à l'histoire (ce n'est pas neuf) et en prenant deux exemples actuels (c'est vivant): Mondragon en Espagne (c'est costaud) et Trente en Italie (c'est l'espoir). *Tous en coopératives!*

« Tous en coopératives! », Editions Le Vent se lève - Collection Ô Rage, 2013



Dessin: Pierre Leclercq. Scénario: Alain Munoz

Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconstruite et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chrissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL*

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente

BELGIQUE

Personnes

- > Abonnement simple
 18 euros
- > Formule de soutien**
 30 euros 50euros Plus

Organisations

- > Abonnement simple
 40 euros
- > Formule de soutien**
 60 euros 80euros Plus

FRANCE

Personnes

- > Abonnement simple
 24 euros
- > Formule de soutien**
 30 euros 50euros Plus

Organisations

- > Abonnement simple
 44 euros
- > Formule de soutien**
 60 euros 80euros Plus

Nom***: _____ Prénom***: _____

Rue***: _____ Numéro: _____ Code postal: _____

Ville***: _____ Pays***: _____

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs): _____

> A retourner à: Respire asbl, Rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles

Virement bancaire à l'ordre de
 Kairos – asbl Respire sur le compte: 979-6411697-02
 IBAN BE32 9796 4116 9702 – BIC ARSPBE22

Chèques non acceptés en Belgique

Renseignements:
 Tél. (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175
 Courriel: info@kairospresse.be
 Site: www.kairospresse.be

* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement
 ** Abonnement simple + Don
 *** Remplir EN LETTRES MAJUSCULES